

***l'Anti*capitaliste**

n°522 | 14 mai 2020 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**POUR UN DÉCONFINEMENT RÉPONDANT À L'URGENCE SANITAIRE
CONTRE LEUR OFFENSIVE ANTISOCIALE**



L'HEURE ● EST À LA REPRISE DE NOS LUTTES

Dossier

**QUAND LES CLASSES
DOMINANTES PROFITENT
DE LA CRISE POUR ÉTENDRE
LEUR OFFENSIVE** Pages 6 et 7

ÉDITO

«Nos jours heureux»
Page 2

PREMIER PLAN

Éducation : ouverture
de la garderie carcérale
au service du Medef
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Crise économique : la suite n'est
pas écrite Page 5

LIBRE EXPRESSION

Solidarité de quartier : entretien avec
Sébastien Fournier, enseignant dans
le 14^e arrondissement de Marseille
Page 12



édito

Par **MANON BOLTANSKY**

«Nos jours heureux»

Macron en a «la conviction» : avec le déconfinement, nous retrouverons des jours meilleurs et même les «jours heureux»... Une fois encore, de belles promesses qui n'engagent que ceux qui y croient... ou ont une autre conception du bonheur ! En fait de jours heureux, les travailleuses et les travailleurs ont vécu un bien sombre retour à la réalité de cette crise sanitaire et sociale (pour celles et ceux dont le travail avait été suspendu ou dématérialisé). La première journée de déconfinement a été marquée par les images de personnes tassées et compactées dans les transports des grandes zones urbaines. Bonjour les barrières ! Et toutes et tous étaient-ils et elles résignés, calmes et masqués, et la colère derrière les masques ? «C'est dommage» regrette le ministre de la Santé... Comme si nous avions d'autres choix que de retourner et d'arriver à l'heure au travail sous peine de le perdre. Première journée de liberté ? Débarrassés des attestations, certes, mais pas du virus. Libérés de nos appartements, mais pas du capitalisme. Jamais le slogan «métro-boulot-dodo» n'aura eu autant de réalité. On ouvre les écoles (et dans quelles conditions !), les bureaux et les usines, mais pas les parcs, les plages et les forêts, les cinémas et les cafés... On oblige les gens à se masser dans les transports mais on leur interdit de se rassembler et de manifester. Voilà le monde d'après qu'ils cherchent à nous vendre. Mais on n'est pas preneurs ! On a davantage d'imagination quant à des jours heureux ! La lutte du 1^{er} Mai a été, historiquement, la lutte pour la journée de 8 heures : 8 heures de sommeil, 8 heures de travail et 8 heures de loisirs. Les loisirs et l'oisiveté ont toujours été un droit farouchement revendiqué et arraché par le mouvement ouvrier. Le droit à la paresse contre le droit, ou plutôt, le devoir du travail ! L'existence de ce virus change de fait l'ensemble de nos relations et de nos pratiques sociales, le patronat et le gouvernement l'ont bien compris en redoublant d'agressivité dans leurs attaques du code du travail et de nos droits sociaux et démocratiques. Opposons et imposons-leur l'idée folle, mais tellement plus rationnelle, de baisser le temps de travail pour le répartir entre toutes et tous. De supprimer ainsi le chômage. De reconquérir nos loisirs et notre liberté, de nous libérer des oppressions et de l'exploitation. Voilà «les jours heureux» pour lesquels nous luttons.

BIEN DIT

Je ressens de la colère devant la médiocrité, les mensonges et l'arrogance de nos dirigeants.

ARIANE MNOUCHKINE, *Télérama*, 9 mai 2020.

À la Une

POUR UN DÉCONFINEMENT RÉPONDANT À L'URGENCE SANITAIRE
CONTRE LEUR OFFENSIVE ANTISOCIALE

L'heure est à la reprise de nos luttes

À l'heure où nous écrivons ces lignes, le déconfinement est lancé et, sans surprise, l'amateurisme et les mensonges de celles et ceux qui nous gouvernent continuent, avec comme seule préoccupation la «reprise de l'économie» qui, dans les faits, signifie la course aux profits, coûte que coûte.

À écouter les médias et commentateurs en tout genre, la première journée du déconfinement aurait été une vraie réussite, en particulier dans les transports en commun en région parisienne... C'est oublier un peu vite ces images de trains bondés par des «premierEs de corvée» sans possibilité de distanciation physique. Et malgré les cas de nouveaux «clusters» apparus ces derniers jours, Macron et ses portes-flingues ne dérogent pas à leur calendrier pour faire en sorte que touTEs les salariéEs reprennent le travail en dépit des risques qui continuent d'exister.

Marche ou crève ?

Le gouvernement a donc décidé de tout faire pour qu'une majorité des salariéEs retournent au boulot à partir du lundi 11 mai, avec notamment l'ouverture des écoles. Mais malgré le discours du gouvernement, relayé par des médias aux ordres, indiquant que 86% des écoles seront rouvertes au plus tard le jeudi 14 mai, la réalité est autre. Dans les faits, seulement un enfant sur six va reprendre le chemin de l'école ces prochains jours, et d'ores et déjà, dans de nombreuses écoles, les droits d'alerte, les droits de retrait, sont à l'ordre du jour face à la pénurie des moyens pour assurer des conditions de sécurité pour les personnels et les élèves. Mais pour Blanquer, «il y a plus de risques à rester chez soi que d'aller à l'école»... Si c'était le cas, pourquoi avoir fermé les écoles pendant deux mois ? Sans oublier ces deux nouveaux clusters lors de la préparation de la pré-rentree... Bruno Le Maire, qui depuis des semaines appelle à la «reprise» de l'économie, l'a fait une nouvelle fois le lundi 11 mai, taclant au passage la CGT de l'usine Renault



de Sandouville qui, après avoir constaté que les conditions pour préserver la santé des salariéEs n'étaient pas réunies, a fait appel à la justice. Cette dernière a décidé de fermer l'usine au vu de la situation. Mais pour le ministre de l'Économie capitaliste, «les raisons mises en avant par la CGT sont extrêmement fragiles», et il condamne une décision «mauvaise pour la nation française». Cet avis bénéficie malheureusement de la caution des autres organisations syndicales, hors Solidaires, et il est partagé, sans grande surprise par Pénicaud qui, rappelés-le, a suspendu il y a peu un inspecteur du travail qui se battait pour la santé de salariéEs.

Travaille et tais-toi

Comme à chacune des étapes de cette crise, le pouvoir dévoile son objectif fondamental : faire passer les profits des grandes entreprises avant la santé, les conditions de vie et de travail des classes populaires. Le gouvernement ne distribue pas de masques gratuits... mais les rend obligatoires dans les transports en commun sous peine d'une

la fonction publique)... Et on n'en est qu'au début, si on les laisse agir.

Déconfinons nos revendications, construisons la riposte

Pour les capitalistes et le pouvoir qui leur est totalement infoédé, préparer leur «monde d'après», c'est prendre la machine à remonter le temps pour liquider nos droits, pour que le monde du travail paye la crise sanitaire ! À n'en pas douter, ils y sont prêts. Et nous ? Après deux mois de confinement, où les résistances ont été, de fait, plus discrètes mais où la colère s'est amplifiée contre l'irresponsabilité de Macron et ses amis, le retour de la lutte des classes est plus que jamais d'actualité. Sur les lieux de travail et dans les quartiers, nous pouvons reprendre contact «physiquement» avec nos collègues de travail, avec nos voisins, avec les différents collectifs ou cadres de mobilisation (ceux notamment nés dans le cadre de la mobilisation pour les retraites il y a quelques mois), tenir des réunions à distance ou en respectant les gestes barrières, afin de nous organiser. Imposer un «bouclier sanitaire» (avec l'embauche de personnels de santé et la réouverture des lits dans les hôpitaux), la distribution de masques gratuits et une politique de dépistage massif, l'arrêt des productions non essentielles, le droit de retrait pour celles et ceux qui se sentent menacés au travail, la garantie d'un maintien du salaire (chômage partiel, garde d'enfant...), l'interdiction des licenciements et des suppressions d'emploi, le gel des loyers, la défense des libertés publiques : autant de terrains de mobilisation, à commencer par nos lieux de travail, pour gagner la protection de notre camp social, pour résister à un système de plus en plus mortifère.

Josephine Simphon

ENTREPRISES

Le travail c'est la santé ?

Retour sur une enquête publiée la semaine dernière par l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens de la CGT (Ugict-CGT).

Si de multiples enquêtes sur la situation dans les entreprises ont été menées par divers organismes de sondages, la CFDT, la CES, etc., la particularité de celle menée par l'Ugict-CGT est d'avoir été déployée largement avec 34 000 réponses (dont 25 000 réellement exploitables) et au travers de ce milieu spécifique constitué par ce que l'Ugict-CGT appelle «les salariéEs en responsabilité pour recueillir la vision de l'encadrement».

Les réponses ont été fournies par une majorité de non-syndiquéEs, ce qui se traduit par exemple par le fait que, sur l'ensemble des répondants, le taux de syndicalisation est de 49 %, alors que l'enquête CT-RPS (Dares-DGAFF-Drees-Insee) mesurait un taux de 11% en 2016, et de 19 % dans la fonction publique. Cependant, selon l'Ugict-CGT, les correctifs apportés permettent d'affirmer que «l'enquête peut être dite représentative sur les caractéristiques contrôlées.»

Le travail sur site

Le maintien du travail sur site concerne à plus de 60% les ouvrierEs/employéEs tandis que les cadres et professions intermédiaires sont à 70 % en télétravail. Plus de 60 % de ces salariéEs sont exposés au risque de transmission du coronavirus du fait des moyens de transport, du contact avec le public ou avec de nombreux et nombreuses collègues. Et même, pour plus d'un quart au contact de personnes vulnérables avec 13% de personnes elles-mêmes

vulnérables. Pour 80 % de salariéEs les moyens de protection (masques, gants, distanciation) étaient notoirement insuffisants.

Le télétravail

Pour près d'un quart des salariéEs, l'employeur n'a pris aucune mesure particulière. Plus d'un tiers n'ont pas reçu de matériel informatique ni bénéficié d'accompagnement par leur hiérarchie. Et dans la plupart des cas, aucune mise à disposition d'équipement. Plus grave encore, dans plus de 80% des cas, le droit à la déconnexion, la définition de plages horaires précises n'ont pas été mis en place, avec l'absence de réduction de temps et de charge de travail pour les parents d'enfant de moins de 16 ans. Alors qu'un quart n'ont pas d'endroit où s'isoler et que un tiers, notamment les femmes, doivent télétravailler tout en gardant les enfants.

Un monde à changer

RETOUR SUR L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE. Le 10 mai a eu lieu la Journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions. Emmanuel Macron a cru pouvoir profiter de cette journée commémorative pour une fois de plus vendre une marchandise frelatée : «L'histoire nous l'enseigne : la France unie surmonte toutes les épreuves [...], nous sommes le pays des droits de l'homme, et une République une et indivisible qui puise dans sa diversité la force de l'universel». Que vient faire la prétendue «France unie» en cette journée ? Dans les Antilles françaises malgré la féroce domination des planteurs esclavagistes, la résistance multiforme des esclaves n'a pas cessé. Ce n'est pas la «France unie» qui a une première fois aboli l'esclavage dans ces colonies mais la Révolution française, mais même celle-ci a pris son temps car le poids des intérêts des planteurs pesait sur les assemblées révolutionnaires. En fait, c'est sous la pression de l'insurrection des esclaves à Saint-Domingue (la révolution haïtienne) que l'esclavage sera aboli dans les colonies le 4 février 1794 par la Convention nationale. Cependant, la mesure ne sera appliquée qu'en Guadeloupe, en Guyane et à Saint-Domingue. Bonaparte, premier consul, va remettre en cause l'abolition : il rétablit

l'esclavage et la traite en mai 1802. La traite sera théoriquement interdite en 1815 mais elle se se poursuit pourtant, les gouvernements fermant les yeux devant les pressions des colons et du lobby négrier, très influent dans les cercles du pouvoir. Le Royaume-Uni ayant aboli l'esclavage en 1838, le débat reprend en France avec notamment l'idée d'indemniser, si l'esclavage est aboli, non les esclaves mais les colons ! Les planteurs continuent de s'opposer à toute amélioration de la situation, même si elle ne remet pas en cause l'esclavage. Il faudra donc une nouvelle révolution, celle de 1848, pour que, le 27 avril 1848, l'esclavage soit définitivement aboli en France. Une forte indemnité doit être versée aux planteurs dépossédés de leurs esclaves ; une proposition d'indemniser également les esclaves et de leur attribuer des lopins de terre n'est pas retenue. La fin de l'esclavage ne verra pas la fin des inégalités et de la pyramide sociale et raciale en Guadeloupe et Martinique tandis que la «République une et indivisible» y réprimait les mouvements de protestation (sans doute plusieurs dizaines de morts en Guadeloupe en mai 1967). Dans les colonies françaises d'Afrique, la même République développait à grande échelle le travail forcé.

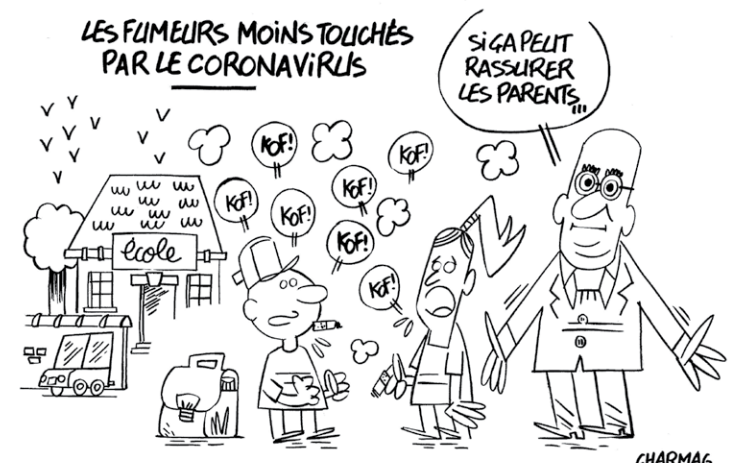
ÉDUCATION Ouverture de la garderie carcérale au service du Medef

Qu'importe la méthode, qu'importent les conséquences, le gouvernement relance la machine à profits. Voilà l'objectif principal de la réouverture à marche forcée des écoles.

Depuis quinze jours, les enseignantEs et les directeurEs d'école subissent une pression hiérarchique immense pour donner l'illusion que tout serait prêt pour une reprise des écoles le lundi 11 mai.

Maltraitance et absence de protection

La réalité de cette ouverture est une infamie. Ce qui ouvre ce n'est pas l'école, mais une sorte de garderie carcérale permettant au gouvernement de dérouler son plan com'. Lundi matin, rien n'était prêt. Dans des centaines d'écoles, les enseignantEs, tenus de se rendre en présentiel pour assurer la pré-rentree, ont découvert que l'ensemble du faible matériel de protection promis par l'Éducation nationale n'était pas arrivé dans les écoles. Pas de masque, pas de gel hydroalcoolique, pas de lingettes désinfectantes... Et parfois, quand les masques sont arrivés à temps, la notice indique en gras que les masques ne protègent pas des contaminations virologiques. Pourtant, quelques jours auparavant, un protocole sanitaire de 54 pages était enfin parvenu aux enseignantEs. Ce protocole réussit la prouesse d'être à la fois un cadre transformant les écoles en prisons pour enfants, tout en assurant une



protection sanitaire au rabais pour les personnels de l'éducation. Les injonctions inapplicables avec des enfants sont nombreuses : interdiction de se déplacer dans la classe, garder une distanciation physique y compris dans la cour de récréation, proscrire les jeux de contact et de ballon, retirer tous les jeux collectifs des classes... Mais en dehors de ces injonctions, le protocole inscrit noir sur blanc que, par contre, il n'offrira pas aux personnels des protections adéquates pour empêcher les contaminations au Covid-19. Le protocole proscriit l'utilisation de masques pour les élèves de maternelle et d'élémentaire mais ne s'engage à fournir que des masques «grand public» aux enseignantEs

et AESH et non des masques FFP2, seuls à même d'offrir un niveau de protection suffisant. Voilà ce qu'on propose aux personnels de l'éducation : aller au front sans protection et en devenant des adultes maltraitants !

Mépris et mensonges

Comment empêcher des enfants de bouger, se déplacer, jouer ensemble, ou jouer tout court sans devenir des enseignantEs maltraitants ? Comment enseigner sans jeux, sans interactions entre pairs ? Certains réactionnaires se réjouissent déjà du retour d'une école à l'ancienne, à la dure, dans laquelle l'enseignement frontal est la seule règle, où l'élève applique et exécute en silence.

Les alertes ont pourtant été nombreuses. Le Conseil scientifique s'était d'abord prononcé pour une réouverture des établissements scolaires en septembre. Les syndicats enseignants et les fédérations de parents d'élèves se sont unanimement prononcées pour un report de l'ouverture des écoles. Mais peu importent les avis médicaux ou les alertes du terrain, la décision politique était prise. Comme à leur habitude, Blanquer, Macron et Philippe ont sorti leur arsenal de mépris et de mensonges pour faire passer la pilule. Mensonge concernant la non-contamination des enfants démenti par les médecins de Necker et des études allemandes sur la charge virale des enfants ; mépris lorsque ce gouvernement, qui supprime des postes d'enseignantEs, maintient l'austérité budgétaire dans l'éducation, fait semblant de se préoccuper de l'échec scolaire ou des enfants des classes populaires ; mensonge encore quand, le 11 mai, Jean-Michel Blanquer ose affirmer qu'il y a plus de risques à rester à la maison que de retourner à l'école ! Les enseignantEs pris entre colère et pressions morales et hiérarchiques doivent trouver les moyens collectifs d'exprimer ce refus de participer à cette mascarade dangereuse. Deux nouveaux clusters ont vu le jour suite à des réunions de pré-rentree dans des collèges. Autant dire que le risque d'une 2^e vague de contamination est bien réel. Devant l'évidence, les enseignantEs commencent à déposer des droits d'alerte et des droits de retrait, refusant cette relance des profits au mépris de leur vie, de leur santé et de celle de leurs élèves et de leurs familles.

Juliette Stein

Le chiffre

Plus de 100€/mois

C'est, selon une estimation de «60 millions de consommateurs», le coût que pourrait représenter, pour un couple avec un enfant de 12 ans, les dépenses en achat de masques. Un coût qui pourrait être un peu inférieur avec des masques réutilisables, à ceci près qu'ils représentent un investissement de départ plus élevé. Dans tous les cas, des dépenses qui ne sont pas à la portée de toutes les bourses, et qui rendent d'autant plus urgente la gratuité des masques.



À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

SUR FACEBOOK
@anticapitaliste.presse

SUR TWITTER
@Lanticapitalis1

SUR INSTAGRAM
@l_anticapitaliste

NO COMMENT

C'est vraiment dommage.

OLIVIER VÉRAN, à propos des métros et RER bondés, BFM-TV, 11 mai 2020.

l'Anticapitaliste l'hébo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org
Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696
Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication, SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires
Directeur de publication :
Julien Salingue
Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue
Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

HONG KONG «Il ne sera pas facile de dissuader Pékin d'imposer sa politique agressive à notre égard»

Entretien avec **Au Loong Yu**, militant et écrivain.

Peux-tu nous parler de la situation actuelle à Hong Kong ?

La situation actuelle n'est bien sûr pas bonne : le gouvernement de Pékin est de plus en plus agressif et attaque l'autonomie de Hong Kong. Tout d'abord, il y a quelques semaines, 15 dirigeantEs « pan-démocrates » ont été la cible de ses attaques. Ils et elles ont toujours été très modérés. Le pouvoir de Pékin s'en était déjà pris à eux et elles, par le passé, mais il ne les avait jamais poursuivi au pénal. Pékin est conscient que ces dirigeantEs « pan-démocrates » ont de bonnes relations avec les gouvernements britannique et américain. Pékin a été très tolérant envers elles et eux pendant plus de 20 ans, mais maintenant, il a cessé de l'être. Ils et elles ont donc été arrêtés et inculpés pour rassemblement illégal.

Par ailleurs, de façon plus générale, Pékin et le gouvernement de Hong Kong (qui n'est que sa marionnette) tentent d'utiliser la pandémie actuelle pour réprimer l'opposition, et en particulier celle venant d'en bas. Inviquant la pandémie, ils ont par exemple interdit tout regroupement de plus de quatre personnes. Maintenant que la pandémie est sous contrôle, cette interdiction a été un peu assouplie, et la limite a été portée à huit personnes. Depuis un peu plus de deux semaines, il semble qu'il n'y a pas eu de nouveaux cas d'origine locale. Mais même si la pandémie semble être désormais contenue à Hong Kong, il semble très probable que le gouvernement de Hong Kong va continuer à interdire les rassemblements dans la durée.

Et que va-t-il se passer dans un mois, où ont habituellement lieu nos rassemblements du 4 juin, qui attirent généralement des centaines de milliers de personnes pour commémorer le massacre du 4 juin 1989 à Pékin ? Nous craignons que ce soit la première année où nous ne pourrions pas commémorer cet événement, en raison de cette interdiction de se réunir imposée par le gouvernement.

Donc, si le gouvernement décidait d'interdire le rassemblement de masse du 4 juin, il nous mettrait au défi de savoir si nous osons pratiquer la désobéissance civile afin d'organiser tout de même cette commémoration. Mais à cause de la pandémie, les gens sont toujours inquiets. Nous sommes donc face à un dilemme.

Quel est le projet de Pékin concernant Hong Kong ? Je pense que celui-ci est maintenant tout à fait clair : supprimer complètement l'autonomie de Hong Kong dans un délai très court, peut-être 5 ans, peut-être 10 ans. Sa capacité à le mettre en œuvre dépend bien entendu de l'attitude de l'opposition, de l'intensité de la résistance, etc. Mais il ne sera pas facile de dissuader Pékin d'imposer sa politique agressive à notre égard.

En fait, il est assez intéressant de chercher à comprendre pourquoi le pouvoir de Pékin devient tellement agressif qu'il cible même aujourd'hui ses anciens alliés. Il est intéressant de savoir qu'auparavant, les magnats de Hong Kong ont toujours été ses alliés. Aujourd'hui, ils le sont toujours de façon limitée, mais certains magnats locaux sont actuellement la cible d'attaques de Pékin, en particulier les grands propriétaires fonciers et les promoteurs immobiliers. Bien sûr, ces derniers ne sont pas les amis des travailleursEs. Ils constituent une partie importante de la classe supérieure conservatrice.

D'un côté, le fait qu'ils soient visés également par Pékin pousse davantage de gens à rejoindre le camp de l'opposition et à élargir sa base. En effet, beaucoup de gens, beaucoup de personnes appartenant aux « classes moyennes » sont en colère contre ces arrestations. Ce premier aspect est donc très intéressant. Mais d'un autre côté, cet élargissement de l'opposition crée une difficulté. Ces derniers temps, en effet, nous avons pu constater que les ailes conservatrices de l'opposition se font de plus en plus entendre, se renforcent et deviennent de plus en plus conservatrices. Leur orientation peut, dans un certain sens, entrer de façon croissante dans la catégorie de ce qui est appelé à Hong Kong le « localisme ». C'est-à-dire un certain racisme à l'égard des ChinoisEs du continent. Il est donc nécessaire de combattre ce genre d'éléments conservateurs.

Propos recueillis à l'occasion du meeting en ligne du NPA organisé le 10 mai.

ÉTATS-UNIS Trump prêt à sacrifier des dizaines de milliers de personnes

Donald Trump conduit les États-Unis vers une perte totale de contrôle de la pandémie de coronavirus, une évolution qui entraînera des dizaines, voire des centaines de milliers de morts et de nouvelles destructions sociales et économiques.

Le 10 mai, les États-Unis comptaient 1,3 million de cas connus et 78 763 décès officiels tandis que 40 millions de personnes, soit 24,9% de la population active, sont au chômage. Avec le plan de réouverture de Trump le mois prochain, le nombre de morts augmentera et l'économie pourrait pratiquement s'effondrer.

«La Maison Blanche a ejeté les recommandations»

Trump a mis fin aux directives fédérales pour lutter contre les coronavirus telles que la distanciation physique et a confié la responsabilité aux gouverneurs des différents États, suggérant qu'ils pourraient rouvrir si leurs États rempissaient certaines conditions préalables, surtout une baisse des nouveaux cas. Déjà plus de la moitié des États prévoient de lever de nombreuses restrictions et de commencer à rouvrir l'économie, même si les critères ne sont pas réalisés.

Les experts de la santé prévoient que la réouverture entraînera une augmentation des cas et des décès. Avec la réouverture des États, l'Institut de mesure et d'évaluation de la santé de l'université de Washington a doublé son estimation antérieure et prévoit maintenant qu'il y aura près de 135 000 décès aux États-Unis au début du mois d'août. Selon un autre chercheur éminent, le nombre de morts aux États-Unis pourrait atteindre 350 000 à 1,2 million. Les Centres pour le contrôle des maladies (Centers for Disease Control) des États-Unis ont préparé des directives détaillées



pour la réouverture, y compris des recommandations pour les programmes de garde d'enfants, les écoles, les groupes religieux, les employeurs avec des travailleursEs vulnérables, les restaurants et les bars et les transports en commun. Mais, comme l'a rapporté le *New York Times*, « la Maison Blanche et d'autres responsables de l'administration ont rejeté les recommandations au motif qu'elles étaient trop normatives, violaient les droits religieux et risquaient de nuire davantage à l'économie... ».

Trump est en campagne

L'alternative – plus de tests, plus de recherche de contacts, une approche plus progressive – signifierait moins de décès, et serait préférable, mais aussi peu susceptible de relancer rapidement l'économie et

certainement pas avant novembre. Trump n'est donc pas intéressé. La réouverture est liée à la campagne présidentielle de Trump. Il a besoin d'une économie forte pour être réélu en novembre et pour gagner, il est prêt à sacrifier des centaines de milliers de vies. Pourtant, il est clair que sa stratégie de réouverture devrait entraîner, dans un mois peut-être, une deuxième vague d'infection, donc une augmentation des cas et davantage de décès, ce qui pourrait entraîner davantage de fermetures d'entreprises. La politique de Trump peut non seulement prendre des centaines de milliers de vies, elle pourrait également frapper l'économie dans le processus et, dans cette hypothèse, ironiquement, Trump pourrait échouer à se faire réélu.

Mark Zandi de Moody Analytics écrit : « Une deuxième vague sérieuse de virus serait l'aliment d'une récession cataclysmique à double creux [en forme de W, NDLR] et de ce qui serait probablement considéré comme une dépression économique. » Il pense également que dans les meilleures conditions, c'est-à-dire le développement d'un vaccin au milieu de 2021, « l'économie ne sera pas en plein essor et complètement rétablie avant le milieu de la décennie ». Le vaccin est effectivement essentiel, mais sur la base d'une comparaison avec le temps qui a été nécessaire au développement d'autres vaccins tels que ceux pour le SRAS et le VIH, certains ont suggéré que nous pourrions avoir un vaccin peut-être dès août 2021 ou bien beaucoup plus tardivement fin 2036 !

La dépression est déjà là

En fait, la deuxième grande dépression est déjà là. Quelque 30% des petites entreprises ont fermé leurs portes et la plupart des autres fonctionnent à bien moins que leur capacité. Les aides d'un montant total de 3 000 milliards de dollars – trop petites, mal gérées et pleines d'iniquités – ne peuvent pas sauver les économies locales et les petites entreprises. Annie Lowry, du magazine *The Atlantic*, écrit : « Aux États-Unis, des millions de petites entreprises se débattent et des millions des petites. La grande disparition des petites entreprises est là, et elle changera le paysage du commerce américain, augurant d'une croissance plus lente et de moins d'innovation à l'avenir. »

Alors que la présidence de Trump devient chaque jour plus autoritaire, tout cela signifie qu'il n'y aura pas de retour à la normale et que la lutte entre le capital et le travail se déroulera sur un terrain complètement nouveau. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une restructuration de l'économie pour les gens, pas pour les profits.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

CHINE À Wuhan, les syndicats à l'écoute... du gouvernement

Alors que la vie revient progressivement à la normale dans la ville de Wuhan, capitale tentaculaire de la province du Hubei, le China Labor Bulletin (CLB) étudie le rôle des syndicats durant les 76 jours de confinement de la ville et examine dans quelle mesure ils ont pu représenter les intérêts des travailleurs essentiels. '



Hôpital « construit en 10 jours ». DR

Syndicats confinés

Au lieu de protéger les intérêts des travailleursEs, la plupart des dirigeants syndicaux ont été affectés à la lutte contre l'épidémie dans les zones résidentielles locales, à l'examen des papiers des résidentEs, au contrôle de la température corporelle, etc. Les dirigeants syndicaux, comme tout le monde à Wuhan, ont subi d'énormes pressions au cours des derniers mois. Cependant, la grande majorité des travailleursEs de première ligne de la ville ont toujours fait leur travail sans chercher d'excuses. Il ressort clairement de nos entretiens que les syndicats de Wuhan subissent un confinement mental et

China Labor Bulletin (4 mai 2020)

1 – Introduction et traduction A l'Encontre.

Version intégrale sur <https://alencontre.org/asie/chine/chine-wuhan-un-syndicat-a-lecoute-du-gouvernement.html>

CRISE ÉCONOMIQUE

La suite n'est pas écrite

Tous les indicateurs confirment la profondeur de la crise économique. Celle-ci n'a comme précédent que celle de 1929. Mais elle présente des caractéristiques tout à fait particulières.



WIKIMEDIA COMMONS

une reprise assez forte, impulsée par la fin du confinement et les divers cadeaux consentis aux banques et aux grandes entreprises.

Mais rien n'est moins sûr. La suite du scénario n'est pas écrite. Cette crise est tout à fait particulière. Si des nuages noirs s'étaient dès 2019 accumulés sur l'économie et la finance mondiale, l'élément essentiel de ces premiers mois est le coronavirus et les décisions auxquelles ont été contraints les différents États de mettre à l'arrêt une partie de l'économie. Décisions qui ont fait bouler de neige bien au-delà de la volonté des gouvernements et du patronat. En effet, aucun État moderne (sauf dans les situations de guerre ouverte) ne peut voir éventuellement mourir une fraction importante de sa population sans faire au moins semblant de faire quelque chose.

Une crise particulière

Les capitalistes savent que les mesures d'endiguement de l'épidémie sont contradictoires avec la logique du profit. Ils font donc pression pour sortir

du confinement et, au-delà, pour alléger au maximum les contraintes. Les formes concrètes que prend la crise économique diffèrent de bien des manières d'une crise classique. Certaines sont même étonnantes, comme la remontée des marchés financiers au mois d'avril : depuis le creux de la fin mars, le niveau moyen du cours des actions américaines a progressé de 30%. Les marchés financiers pensent d'une certaine façon que, contrairement aux populations, ils bénéficient d'une forme d'immunité collective grâce aux montagnes de liquidités déversées par les banques centrales : « Il ne faut jamais oublier que nous sommes dans un monde capitaliste, dont les principales institutions sont avant tout au service du système » note un banquier américain cité par le Monde. Certes, cela peut ne pas durer et les banques sont en train de prendre leurs précautions pour ne pas être fragilisées en cas d'une vague de non-remboursement de leurs crédits par les entreprises ou les ménages. Quoi qu'il en soit, sauf krach financier

majeur, le futur dépendra essentiellement de la suite de la pandémie.

Une seule certitude : les dégâts sociaux

Ce qui n'est pas incertain, par contre, ce sont les dégâts sociaux de cette récession. Des millions d'emplois vont être supprimés partout dans le monde, le chômage va atteindre des sommets : il touche déjà de l'ordre d'un actif étatsunien sur cinq. Dans certains pays, comme la France, les dispositifs de chômage technique permettent de limiter les dégâts visibles mais ils ne seront pas éternels. Des entreprises (surtout petites et moyennes) vont disparaître, les plus grandes vont se restructurer, fermer des capacités de production, licencier...

De mille manières (pertes d'emplois, réduction des avantages acquis voire des salaires), les salariéEs vont devoir payer la crise. Tandis que l'envolée des dettes publiques servira d'argument pour comprimer les avantages sociaux. Telles sont du moins les intentions des patrons et des gouvernements. Ni Trump, ni Macron, ni leurs congénères n'ont l'intention de revenir sur les avantages fiscaux consentis aux plus riches et aux entreprises. Tout au plus, si les mécontentements étaient importants, accepteraient-ils peut-être de mettre en place des prélèvements exceptionnels comme l'a suggéré en France Laurent Berger de la CFDT. Tout au plus, si les mécontentements étaient importants, accepteraient-ils peut-être de mettre en place des prélèvements exceptionnels comme l'a suggéré en France Laurent Berger de la CFDT, qui n'a décidément besoin que de quelques miettes pour être satisfait.

Henri Wilno

ITALIE Phase 2 : les capitalistes veulent tout

Après sept jours de « phase 2 », la dynamique de l'épidémie reste encore très incertaine en Italie ; il semble qu'il y ait, d'un côté, une baisse modérée des cas à l'échelle nationale (mais les morts sont désormais plus de 30 000 et les personnes malades plus de 80 000) mais que, de l'autre, quelques régions restent à contre-courant, dont la Lombardie où l'on enregistre la grande majorité des cas de contagion.

national sur le travail (INAIL) a déclaré que, le 4 mai, il y avait plus de 37 000 personnes contaminées sur leur lieu de travail, avec une augmentation des décès de 10% dans les dernières semaines. Chaque jour, 300 travailleurEs tombent malades et dix meurent ; les plus frappés étant les travailleurEs de la santé et de l'aide sociale.

Mais c'est aussi sur le terrain des salaires que les choses vont mal parce qu'un nombre important de travailleurEs au chômage technique (ils étaient presque 7 millions), en particulier ceux du commerce et des petites entreprises, n'ont pas encore touché un seul euro.

Le « Nous voulons tout » de la Confindustria'

La classe patronale va, quant à elle, droit au but et, pour que les critiques des ses choix et de son système économique glissent sur elle sans l'atteindre, elle a décidé que la meilleure défense était l'attaque. La plateforme revendicative de la Confindustria, exposée par Bonomi,

son nouveau président, est très claire : elle propose d'ajuster précisément la politique du gouvernement aux exigences des entreprises, le seul sujet qui devrait avoir voix au chapitre dans les choix du pays. Chômage technique, indemnité de chômage, soutien aux secteurs les plus faibles, intervention publique, tout cela, pour Bonomi, n'est que de l'argent gaspillé : cet argent doit être utilisé au contraire comme « liquidité immédiate » pour les entreprises, comme « déblocage de tous les travaux publics », en dérogeant à toute forme de contrôle quant à l'utilisation des sous-traitants et à l'impact environnemental des ces travaux.

Une riposte à construire

C'est ouvertement une déclaration de guerre faite aux classes travailleuses, à laquelle les syndicats devraient opposer une plateforme en défense de la santé, des droits, de la réduction du temps de travail, d'une taxation qui fasse payer les coûts de la crise aux capitalistes, appelant l'ensemble

de la classe laborieuse à se mobiliser pour affronter le dur conflit qui s'annonce. Mais, au lieu de dénoncer l'attaque de la Confindustria, ceux-ci continuent à rêver d'un nouveau pacte social d'ensemble, en se contentant des miettes que le gouvernement concède aux classes populaires pour éviter (pour l'instant) des tensions sociales trop fortes, et en ne remettant pas en question les nouveaux cadeaux énormes faits aux patrons. Nous verrons dans les prochains jours quelles seront les mesures prises par le décret gouvernemental, mais surtout quelles seront les réactions des secteurs syndicaux et sociaux les plus combattifs, pour défendre la santé, le travail et les revenus de touTEs les exploitéEs et les oppriméEs, pour reconquérir aussi une pleine activité politique et syndicale et une présence dans la rue, dans le contexte des mesures de sécurité que l'épidémie impose.

Franco Turigliatto, traduit de l'italien par Bernard Chamayou

1 – L'équivalent du Medef.

BELGIQUE

«La recherche incessante d'augmentation de la productivité favorise la propagation du virus»

Entretien. **Johan** (pseudonyme) est ouvrier dans une usine qui fabrique des instruments pour le secteur médical, mais qui appartient au secteur du métal. Johan est également un militant syndical actif de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB).

Tu travailles dans une entreprise qui se trouve dans un secteur essentiel, et il fallait que tu continues à travailler. Comment était-ce sur le lieu de travail ces dernières semaines ?

En tant que salariéEs, nous avons subi une adaptation constante des règles. C'est justement parce que nous étions l'une des entreprises considérées comme essentielles que nous avons assisté à un ajustement et un renforcement des mesures chaque semaine. Par essence, une hygiène stricte était déjà nécessaire dans notre entreprise, par contre nous avons dû surtout nous adapter pour appliquer la distanciation physique. Le problème principal était la pénurie de masques en Belgique. Notre délégation syndicale, comme tout le monde, a été confrontée à ce phénomène totalement nouveau de pandémie. Quant au gouvernement, ses décisions des premières semaines avaient à chaque fois une guerre de retard ! Le syndicat va-t-il également en tirer les leçons ? Aujourd'hui, si vous travaillez dans un entrepôt ou un hall de production, avec la meilleure volonté du monde, vous ne parvenez pas toujours à garder une distance entre vous. Ce n'est tout simplement pas possible. Il y a toujours un moment où vous êtes en défaut pour garder le processus de production fonctionnel. Vous pouvez, autant que possible, limiter les possibilités de contamination, mais sans plus.

Depuis le 4 mai, toutes sortes d'entreprises sont à nouveau autorisées à exercer pleinement leurs activités, sous réserve d'une série de règles de sécurité. Que pensez-vous de cela ?

J'éprouve un sentiment contradictoire. Vous devez savoir qu'en raison de toutes les politiques d'austérité réalisées dans le passé, de nombreuses familles sont tout simplement en difficulté financière chronique. Même avec le chômage technique, il est donc difficile pour beaucoup de familles de travailleurEs de garder la tête hors de l'eau. Gardez à l'esprit que le revenu médian est de 1 700 euros. Ce n'est pas grand-chose face aux prix élevés des logements et de la nourriture. Il y a dès lors une énorme pression pour reprendre le travail !

La question est maintenant de savoir s'il sera possible de reprendre le travail. Ce n'est pas une coïncidence si, en Italie, le centre de gravité de la pandémie se trouve en Lombardie, le cœur industriel du pays. L'objectif d'une entreprise est de travailler aussi efficacement que possible en vue d'une productivité élevée, ce qui est en contradiction avec « la lutte contre le virus » dans le cadre d'une pandémie. Ce sont deux valeurs opposées car c'est précisément cette recherche incessante d'augmentation de la productivité qui va favoriser la propagation du virus. La question est de savoir si l'on est effectivement capable de travailler avec les moyens de production actuels et dans la méthode de production actuelle sans propager le virus. J'ignore à quel point je mets en danger ma femme ou mes enfants. Pour être sûr de les protéger, je devrais en fait vivre séparément, loin de ma famille. Oui, beaucoup d'entre nous se sont vraiment sentis comme de la chair à canon des actionnaires. Et tous ceux qui retournent maintenant au travail peuvent également mettre en danger leur famille par inadvertance.

Propos recueillis par Thomas Weyts (Gauche anticapitaliste Belgique)

Version intégrale sur <https://www.gaucheanticapitaliste.org/entretien-avec-un-travailleur-essentiel/>



DR

LEUR « MONDE D'APRÈS » EST DÉJÀ LÀ

Dans son ouvrage *Dire non* ne suffit plus (2017), Naomi Klein revient sur ce qu'elle avait nommé, dans l'ouvrage éponyme publié 10 ans plutôt, la « stratégie du choc » : « Une "stratégie du choc" est un ensemble de tactiques brutales qui vise à tirer systématiquement parti du désarroi d'une population à la suite d'un choc collectif [...] pour faire passer en force des mesures extrémistes en faveur des grandes corporations, mesures souvent qualifiées de "thérapie de choc". »

Nul doute que la crise du Covid-19 représente un exemple particulièrement spectaculaire de ce processus par lequel les classes dominantes tentent d'imposer brutalement leurs vues en s'appuyant sur les effets de sidération collective propres à toute crise d'ampleur.

Pérenniser l'exceptionnel afin de le normaliser

Il ne s'agit évidemment pas de céder aux sirènes du complotisme et des théories, plus fumeuses les unes que les autres, qui voudraient que les classes dominantes aient « provoqué », voire « organisé » la crise du Covid dans le seul but de légitimer leurs politiques les plus extrêmes. Mais force est de reconnaître que la crise actuelle représente une formidable opportunité pour la bourgeoisie et son personnel politique : faire adopter des mesures antisociales (augmentation du temps de travail, baisses des salaires, restriction des droits démocratiques, etc.) au nom d'une « situation exceptionnelle », en les accompagnant, lorsqu'elles sont impopulaires, de la promesse qu'elles seront « temporaires », avec l'objectif inavoué de les rendre durables. Le « monde d'après », que d'aucuns appellent – parfois sincèrement – de leurs vœux est en réalité, du point de vue des politiques des classes dominantes, déjà là. Si ces dernières ne peuvent anticiper l'ensemble des développements des crises en cours et à venir, une grande partie de leur feuille de route est déjà toute tracée : feindre la prise de conscience de la nécessité du changement pour mieux vendre des solutions réactionnaires ; reprendre à son compte les critiques du système pour les transformer en mesures ne mettant aucunement en danger le système – voire le consolidant ; pérenniser l'exceptionnel afin de le normaliser.

Ils ne changeront pas de logiciel

C'est en ce sens qu'il est particulièrement illusoire de penser que la crise actuelle, qui met certes à nu l'incapacité génétique du système capitaliste, mû par la seule logique du profit, à assurer la satisfaction des besoins de la majorité de la population, pourrait convaincre les classes dominantes de la nécessité de « changer de logiciel », ou même de lui apporter des modifications substantielles. À titre d'exemple, ce qui peut sembler être un inhabituel interventionnisme de l'État ne signifie aucunement une rupture avec les canons du néolibéralisme. Ainsi, lorsque Bruno Le Maire a évoqué, en mars, des « prises de participation » de l'État, voire des « nationalisations », il ne s'agissait nullement de mettre sous contrôle public des entreprises produisant des biens et services indispensables

(l'industrie pharmaceutique par exemple), mais bien de voler au secours des « fleurons » du capitalisme français menacés par la crise boursière, et de les protéger face à la concurrence venue de l'étranger. Même logique avec les promesses de « plans d'investissement », entre autres dans la santé (voir ci-contre). Comme l'a en effet rappelé Gilbert Achcar, « nous pouvons prédire sans risque que les néolibéraux seront unanimes à augmenter les dépenses de santé publique, non sans s'assurer que leurs amis fabricants de produits sanitaires en bénéficieront. Ils le feront, non pas parce qu'ils se sont soudain convertis aux vertus de l'État-providence ou parce qu'ils se soucient du public, mais parce qu'ils redoutent les conséquences économiques d'une nouvelle pandémie ou d'une deuxième vague de la pandémie actuelle. Le problème, c'est qu'ils seront naturellement enclins à le faire au détriment d'autres besoins de la population, tels que l'éducation, les retraites ou les allocations de chômage, tout en faisant payer aux salariéEs – par des mesures telles que le gel ou même la réduction des salaires – le coût du "retour à la normale" des économies. »¹

Agir aujourd'hui pour construire d'autres lendemains

Les rapports et préconisations des divers lobbys pro-patronaux, à l'image du très médiatisé rapport de l'Institut Montaigne sur le temps de travail, démontrent sans ambiguïté que les défenseurs acharnés du capitalisme n'ont aucunement l'intention de faire de réelles concessions ou de revenir sur leurs principes fondamentaux. On partage ainsi le diagnostic de Jean Castillo dans une note pour Attac : « Au-delà du secteur de la santé, sur un plan plus général, la défense du marché

et de ses capacités d'organisation et de régulation, à distance de l'État est une constante dans les prises de position exprimées depuis le début de la crise. Cette position hégémonique consiste à continuer à s'opposer frontalement au contrôle des prix ainsi qu'à la régulation de l'offre et de la demande. Tant des think tanks que des experts individuels soulignent le risque que les États reprennent trop de pouvoir au marché alors que la solution se situe toujours pour eux dans la dérégulation. »² Les classes dominantes ont su profiter de la crise du Covid pour avancer leurs pions, nous rappelant que le temps de l'agir politique est fondamentalement le présent. Le capitalisme, notamment dans sa version néolibérale, est certes considérablement délégitimé et, dans le cas de la France, les acquis du mouvement des Gilets jaunes et de la mobilisation contre la réforme des retraites ne doivent pas être sous-estimés. Ce sont autant de points d'appui, de même que les bagarres qui n'ont pas cessé durant le confinement et qui vont s'amplifier à mesure que la « reprise » sera effective, pour engager un rapport de forces d'ampleur contre les « thérapies de choc » des classes dominantes. S'il est nécessaire de défendre la perspective d'un autre monde, seule l'action résolue, ici et maintenant, contre ce qui est déjà là, pourra dessiner les possibles de demain.

Julien Salingue

1 – Gilbert Achcar, « Auto-extinction du néolibéralisme ? N'y comptez point », en ligne sur <https://npa2009.org/actualite/economie/auto-extinction-du-neoliberalisme-ny-comptez-point>
2 – Jean Castillo, « Comment les néolibéraux veulent profiter de la crise sanitaire », en ligne sur <https://france.attac.org/se-mobiliser/que-faire-face-au-coronavirus/article/comment-les-neoliberaux-veulent-profiter-de-la-crise-sanitaire>



QUAND LES CLASSES DOMINANTES PROFITENT DE LA CRISE POUR ÉTENDRE LEUR OFFENSIVE

SANTÉ UN « PLAN D'INVESTISSEMENT », POUR ALLER OÙ ?

Confronté à l'épidémie de coronavirus, Macron annonçait au personnel hospitalier, le 25 mars, une « réponse de court terme » sous forme d'une prime exceptionnelle et « à l'issue de cette crise, un plan massif d'investissements et de revalorisation de l'ensemble des carrières sera construit pour notre hôpital ». « Une réponse profonde et dans la durée » assurait-il.

Un mois et demi est passé. Même les mesures immédiates tardent à s'appliquer. L'attribution de la « prime exceptionnelle » s'est faite à minima. Quant aux mesures de protection et de dépistage, elles restent bien en deçà des besoins réels, le nombre des personnels infectés en témoigne. Masques, surblouses, tests manquent toujours et ce manque fait encore des victimes. Quant à ce qui attend l'hôpital et le système de santé pour demain les inquiétudes se font de plus en plus fortes alors que le risque de « deuxième vague » se précise. Ces inquiétudes ont été exprimées dans une déclaration commune des collectifs (inter-urgences, inter-hôpitaux, printemps de la psychiatrie, coordination nationale) et des syndicats de professionnels du secteur.

– Revalorisation générale des salaires et reconnaissance des qualifications des professionnelles ;
– Renforcement des moyens financiers significatifs pour les établissements ;
– Arrêt de toutes les fermetures d'établissements, de services et de lits ;
– Garantie de l'accès, de la proximité et de l'égalité de la prise en charge pour la population sur tout le territoire.

Service public ou « État stratège »... vers la privatisation

Le renforcement et l'élargissement du service public de santé n'est pourtant pas l'option qui se dessine pour le « jour d'après ». Dans ce domaine, comme dans les autres, pour Macron et les siens, l'heure est plutôt à l'exploitation de la crise pour aller encore plus loin dans les contre-réformes libérales. Recruter massivement pour le service public hospitalier, réinvestir fortement pour permettre la réouverture des lits et services indispensables, élargir les missions du service public hospitalier, pour lui permettre d'anticiper et de faire

face à une crise sanitaire suppose la remise en cause des coupes dans les dépenses publiques de santé. Pour cela, il faudrait en finir avec la baisse et les exonérations de cotisations sociales patronales et, au contraire, augmenter les ressources de la Sécurité sociale. Il n'y a pas le moindre signe d'une telle option. Darmanin, ministre des Comptes publics, dramatise le déficit « abyssal » de la Sécu qui attendrait 41 milliards à la fin de l'année. Il supprime pour plusieurs mois ce qu'il continue d'appeler des « charges » sociales pour les employeurs. Le célèbre « trou de la Sécu » ne peut dans ces conditions que s'approfondir, et entraîner de nouvelles réductions des dépenses, dont les dépenses hospitalières. Annoncer un « plan massif d'investissement » dans l'hôpital ne signifie pas assurer le financement public du service public de santé. La note rédigée à la demande de l'Élysée par deux hauts fonctionnaires de la Caisse des Dépôts et révélée par *Mediapart* le confirme. « L'État stratège » cher au président confierait au secteur privé des missions de service public (du moins celles qui sont rentables). Cette note envisage un

financement public massif... au profit des entreprises privées du secteur : start-up, réseaux de soins concurrentiels des assurances et mutuelles, hospitalisation privée « à but non lucratif ». Elle prévoit et l'extension de « partenariats publics-privés » dont le bilan est pourtant catastrophique. Sous couvert de participer à l'élan de solidarité avec les soignantEs c'est d'ailleurs ce modèle qui se met en place dès aujourd'hui avec les « dons », nullement désintéressés de Dassault, LVMH ou Total à « Tous unis contre le virus » rassemblant la Fondation de France, l'AP-HP et l'Institut Pasteur. Un hôpital, un service public de santé, de plus en plus financés, comme la recherche par des fondations privées, des dons d'entreprises privées, et la charité publique, tel est le « jour d'après » que prépare l'exécutif. Pour imposer l'alternative d'un service public, répondant aux besoins de la population et non à celle de la rentabilité et du profit, financé par la Sécurité sociale, il va falloir se battre avec détermination. La conscience désormais très forte de cet enjeu le permet.

Jean-Claude Delavigne

AUTOMOBILE PRODUIRE SOUS LA MENACE D'UN REBOND DE L'ÉPIDÉMIE

Comme souvent la filière automobile, la principale industrie manufacturière fabriquant des biens de consommation, amplifie ce qui est à l'œuvre dans toute l'économie. L'effondrement de la production et des ventes d'automobiles est sans précédent. Mais autre particularité du moment, l'idée que « produire une bagnole ne vaut pas que l'on y risque sa vie » est devenu largement partagée, et l'automobile rangée parmi les produits non essentiels.

À la peur au ventre de venir travailler dans une promiscuité interdite ailleurs, s'ajoutent les contraintes du port du masque et des visières, l'apprentissage de nouveaux gestes et l'application de nouvelles normes rognant de fait sur beaucoup de ces aménagements conquis au fil des jours, des années à l'atelier. La mise hors service de la climatisation et de la ventilation sera de moins en moins supportable cet été avec les milliers de salariéEs retournés à leur poste de travail. Et les caméras thermiques promises pour évaluer le niveau de température de chacun vont inaugurer des dispositifs de « télé-contrôle » social encore jamais vus.

Produire dans des conditions dégradées

Les reprises partielles de la production, effectuées avant le 11 mai, ne fonctionnent qu'avec un nombre réduit de salariéEs ne produisant qu'un nombre de voitures ou de pièces très inférieur aux standards habituels. Produire plus dans cet environnement dégradé ne pourra être réalisé qu'en travaillant plus longtemps

pour chacune ou chacun. Voilà le motif de l'appel du président de Renault ; couvert par les ordonnances « état d'urgence sanitaire », devoir travailler soixante heures par semaine. L'octroi de primes aux plus riches pour acheter des voitures électriques ne renversera pas la tendance à une baisse historique des ventes pour toute l'année 2020, même si un rattrapage des ventes différées les deux mois précédents peut relancer temporairement les ventes. Ce bref rebond interviendra au moment où les niveaux de production seront particulièrement contraints lors de cette reprise. La contradiction sera vive entre les exigences des niveaux de production et les résistances ouvrières à défendre des rythmes de travail compatibles avec leur santé. Une crise comme celle d'aujourd'hui condense les moments. Le possible bref regain sera rapidement suivi des conséquences de la crise économique qui pointe. Celles et ceux possiblement soumis dans les semaines qui viennent à des horaires à rallonge pourront se retrouver un peu plus tard sur des listes de suppressions de postes ou d'emplois.

De nouvelles restructurations accélérées L'occasion fait le larron. Chez PSA, la généralisation du télétravail pour les 80 000 salariéEs comme nouvelle norme du secteur tertiaire partout dans le monde n'est bien sûr pas justifiée par la nécessité de protéger la santé des salariéEs. C'est un profond changement qui s'ouvre à l'initiative de PSA, probablement rapidement suivi par ses concurrents compères en matière d'organisation du travail. Si économies, extension et contrôle renouvelé du temps de travail sont aux postes de commande patronaux, la conquête de nouveaux droits individuels et collectifs des salariéEs est un enjeu décisif pour « ce monde qui vient ».

Partout l'industrie automobile doit lancer des investissements massifs dans l'électronique embarquée et de nouveaux modes de motorisation s'affranchissant du diesel et de l'essence. Une nouvelle crise de l'industrie automobile démarrée il y a un an en Chine était déjà là. En pleine épidémie, PSA puis Fiat ont jugé nécessaire de réaffirmer publiquement la poursuite de leur fusion. L'alliance Renault Nissan

solde les comptes de Carlos Ghosn et prépare une nouvelle répartition des tâches, leader-suiveur, selon les pays et les techniques. Nissan pourrait se retirer d'Europe comme le craignent les ouvrierEs des usines de Catalogne, et Renault a déjà annoncé son retrait de la Chine pour les voitures essence et diesel. Dans quelques jours, Renault annoncera un plan global de deux milliards d'euros d'économies frappant tant les usines que les centres d'études. Les experts des restructurations ne sont pas restés confinés !

La fin du tout-auto

Si les firmes automobiles envisagent de réorganiser géographiquement leurs chaînes de valeur réparties dans le monde, ce sera pour « ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier ». La réduction éventuelle de leur dépendance vis-à-vis d'un seul pays comme la Chine amènera à trouver ailleurs de nouveaux lieux d'approvisionnement. Au-delà de quelques possibles effets d'annonce, la relocalisation des activités de production n'est pas à l'ordre du jour des plans patronaux.

transport et comme un geste pour diminuer le « bilan carbone des entreprises ». Il permettrait de travailler au calme, de donner de la souplesse à la vie personnelle : ne pas stresser pour aller récupérer les enfants à l'école par exemple. Tandis que beaucoup ont vu leur journée de travail s'allonger avec le télétravail, cela est devenu un piège et un prétexte pour des pratiques abusives : envoyer un mail le dimanche soir pour un rapport le lundi. Travailler un jour de congé, parce que les charges sont trop lourdes, « dépiler » sa messagerie professionnelle le dimanche soir, pour « bien démarrer » le lundi. Le « droit à la déconnexion » est écrit dans les chartes ou les accords collectifs mais laissé à la responsabilité individuelle, jamais lié à l'organisation ou à la charge de travail.

Le télétravail contribue à la casse du collectif et à l'isolement. Il restreint les rapports sociaux informels à la machine à café ou sur un plateau. UnE travailleurE en burn out, trop chargé, isolé, ne se voit pas. L'empiètement sur la vie privée et le souci de contrôle du manager peut devenir excessif : appels téléphoniques, messages instantanés. Les dysfonctionnements informatiques peuvent contribuer au stress quand les objectifs sont maintenus. La crise va accélérer les solutions qui permettent d'effectuer le travail à distance. Beaucoup ont été jetés dans le bain numérique, sans distinction et sans précaution, pour le plus grand profit des actionnaires ! Le risque de contamination a fait accepter aux travailleurEs des conditions de travail dégradées, pas sûr que cela continue : le numérique, cela permet également de s'organiser !

Correspondante

ENTREPRISES TÉLÉTRAVAIL OU TÉLÉ-EXPLOITATION ?

Dans la situation actuelle, le télétravail est présenté comme une « chance » pour les salariés. Ils et elles continuent à toucher un salaire ; ils et elles n'ont pas à se déplacer dans les transports collectifs où le virus circule...

Avant la crise, le télétravail régulier était une pratique peu répandue et qui concernait les cadres. Désormais ce seraient 39 % des employéEs des entreprises de plus de 10 personnes qui télétravaillent avec les tensions qui en résultent d'avoir son boulot et la charge familiale confinés à domicile. La crise sanitaire a fait sauter tous les dispositifs qui en faisaient un accord individuel et consenti par le ou la salariéE. Les entreprises ont imposé le télétravail pour continuer leurs activités tertiaires, dans des conditions dégradées. Pour pérenniser le télétravail imposé, le ministère du Travail s'est senti obligé d'éditer un guide.

Augmentation de la productivité

Dans de grandes entreprises, le travail à distance a été mis en place pour transformer l'organisation du travail et augmenter la productivité. Des tâches simples ou complexes sont effectuées indépendamment d'une localisation physique. La recherche de baisse des coûts a incité à la division du travail à l'échelle planétaire et à développer des activités en Inde, au Maroc, sur l'île Maurice ou dans des régions du territoire où les salaires sont plus bas qu'en région parisienne. C'est le cas d'activités de plateformes téléphoniques, mais aussi d'assistance informatique ou de gestion des dossiers clients. C'est également, avec internet, la possibilité de déporter des tâches



de gestion ou de suivi vers les clients, qui exécutent eux-mêmes leurs demandes. Petit à petit les dossiers papier sont supprimés. Tout est numérisé, stocké sur des serveurs. Les stocks sont suivis en temps réel. En parallèle, la recherche de baisse des coûts immobiliers a amené de grandes entreprises à déménager vers des sites aux loyers moins élevés, diminuer les surfaces, passer des bureaux particuliers ou collectifs à des open space avec un bureau fixe, à des plateaux sans place attribuée. Couplé avec le télétravail, cela s'appelle le flexwork ou le travail flexible, les chaises musicales ne sont pas un jeu mais une réalité. Leurs charges : repas, chauffage, électricité, sont déportées vers les domiciles des salariéEs et les entreprises misent à terme sur la diminution de leurs frais fixes. Si le code du travail leur demande de prendre en charge les

frais internet, les accords collectifs peuvent désormais y déroger. Le métro est supprimé, il reste le boulot et le peu de dodo.

Un piège et un prétexte pour des pratiques abusives

En temps ordinaire, le télétravail nécessite donc l'accord du ou de la salariéE. Un avenant au contrat de travail le formalisait et nécessitait une autonomie sur un poste. CertainEs se voyaient refuser le droit au télétravail par manque de confiance de leur hiérarchie ou parce que leurs tâches « n'étaient pas éligibles ». D'autres n'en voulaient pas pour ne pas voir empiéter leur travail dans leur univers personnel et privé. D'autres, notamment des femmes, pour ne pas être perturbées par la charge mentale de double journée et de la maisonnée. Le télétravail est « vendu » pour diminuer le temps consacré au

TOULOUSE Déconfinement politique dès le 11 mai au CHU

Entretien. Pauline Salingue, syndicaliste CGT au CHU de Toulouse, raconte la mobilisation organisée le 11 mai à l'hôpital et les perspectives.

Est-ce que tu peux nous dire pourquoi on est là aujourd'hui ? On est là, en ce lundi 11 mai, premier jour de déconfinement partiel, tout simplement pour rassembler les personnels hospitaliers qui ont fait face pendant deux mois à une crise sans précédent, avec les usagerEs venus les soutenir. Il y a un déconfinement partiel : on renvoie en partie les enfants à l'école, on renvoie en partie les gens au boulot, notamment en prenant des transports publics bondés, donc pour nous il n'y avait aucune raison à ce qu'on ne puisse pas se rassembler, à ce qu'on prenne pas ce droit à se rassembler et à revendiquer. Des revendications, on en a un sacré paquet au vu de la crise qui est derrière nous mais également celle qui est devant nous.



NPA

Peux-tu nous détailler un peu quelles revendications vous mettez en avant ?

Nous déclarons localement des revendications nationales : des moyens de protection à la hauteur pour tous les personnels hospitaliers, pas des masques à usage non médical, comme on nous en distribue depuis quelques jours, ou alors des masques qui tombent. On revendique l'embauche immédiate de 1500 personnes au CHU de Toulouse, parce qu'on a un gros manque de personnel soignant, et hospitalier en général. On le dit depuis des années et aujourd'hui on le paye cher. On veut une augmentation salariale pour tous ces personnels qui ont parfois payé parfois du prix de leur vie pour continuer à soigner des gens dans de mauvaises conditions.

Qu'est-ce qui est prévu dans les prochains jours ?

Aujourd'hui, on a cinq rassemblements parallèles sur les différents sites du CHU de Toulouse. On va organiser un rassemblement à l'ARS au côté de nos collègues du privé et des collègues du secteur social et médicosocial qui, eux aussi, en ont sacrément bavé. On espère qu'il va y avoir un grand nombre d'initiatives en France et on espère surtout que dans les jours ou les semaines à venir il y aura une initiative de rue qui réunisse toutes celles et tous ceux qui ont été en première ligne, toutes celles et tous ceux qui les soutiennent. Il y a un besoin urgent à manifester de manière large, unitaire en cette période.

Propos recueillis par RC.

VIOLENCES POLICIÈRES Rassemblement le 11 mai à l'Île-Saint-Denis

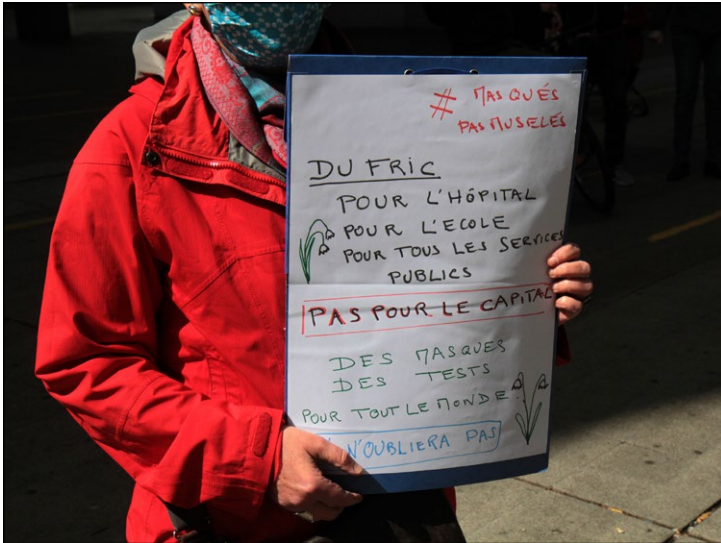
À l'appel de plusieurs dizaines d'organisations, associations, collectifs, syndicats et partis (dont le NPA), ainsi que de personnalités, une chaîne humaine était organisée le 11 mai, à l'Île-Saint-Denis, pour protester contre les violences policières. En raison d'une présence massive de flics, la chaîne humaine n'a pas pu se déployer, mais un rassemblement regroupant 500 personnes a eu lieu, importante étape dans le déconfinement politique.



NPA

DÉCONFINEMENT Les « brigades sanitaires anti-coronavirus » : un pis-aller

Les politiques d'austérité ont étranglé depuis une trentaine d'année l'hôpital public. Elles ont aussi négligé les risques épidémiques alors que les gouvernements ne pouvaient ignorer que des maladies graves et contagieuses peuvent survenir à tout moment. Plus de 110 000 personnes sont mortes en Europe, le continent le plus touché. En France, la gestion de la crise sanitaire par Macron, son gouvernement et l'appareil d'État, notamment les autorités sanitaires, a été chaotique et calamiteuse.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

de deux mois après le début de la pandémie. Une nouvelle vague de contamination est à craindre. Les tests de la majorité de la population auraient pu être effectués en deux mois, selon les scientifiques, mais cela n'ayant pas été réalisé, le pouvoir est contraint de bricoler une usine à gaz. Le médecin qui soignera unE malade du virus devra recenser les personnes en contact avec le patientE et transmettre les informations à la Sécurité sociale. Des brigades « d'anges gardiens », selon la dénomination du ministre de la Santé, sont chargées de contacter les personnes recensées, et de leur donner des consignes sanitaires : gel, masque, nécessité de se faire tester et de remonter la chaîne de contamination. Ce travail sera effectué par 3 000 à 4 000 salariéEs de la branche maladie de la Sécurité sociale, déjà en effectif insuffisant pour accomplir leurs missions au service des assuréEs sociaux. 2500 agentEs

supplémentaires pourront être détachés si nécessaire. De plus, des bénévoles venant notamment des CCAS, de la Croix-Rouge, et même des volontaires, sont formés pour rejoindre un dispositif supplémentaire piloté par l'AP-HP appelé « Covisan », chargé de briser la chaîne de contamination. En formation, ils sont invités à être « intrusifs » mais « humbles » en menant leur enquête. Au total, 30 000 personnes pourraient être mobilisées.

... porte atteinte au secret médical et restreint les libertés

La loi prolongeant de deux mois l'état d'urgence sanitaire comporte des mesures d'exception attentatoires aux droits et libertés. La loi prévoit ainsi que « les données relatives aux personnes atteintes par le virus ou ayant été en contact avec elles peuvent être partagées le cas échéant sans le consentement des personnes interrogées ». Tous les syndicats de médecins, la CNIL, les ordres des professionnelEs de santé se sont inquiétés et ont demandé des garanties sur le respect du secret médical. La possibilité de « réquisitionner les personnes » est élargie, des personnes « susceptibles d'être affectées » (ce qui est différent d'infectées), donc chacunE d'entre nous, peuvent être placées en quarantaine sans

consentement, sans possibilité de recours. Le fichage de la population est officialisé par la création d'un « système d'information aux fins de lutter contre le Covid-19 ». Ce fichier peut être partagé « le cas échéant sans le consentement des personnes intéressées ». Les modalités d'application seront fixées par décret et le gouvernement est habilité à légiférer par ordonnance. Ces dispositions s'ajoutent à celles portant atteinte au droit du travail.

Notre alternative

Nous voulons un système de santé qui ne soit pas uniquement curatif et individuel mais communautaire. Il doit donc être public et rompre avec le modèle libéral et commercial. Il doit développer la prévention, et devrait avoir le moyen d'agir sur les multiples déterminants de santé, la situation sociale, l'emploi, les conditions de vie et de travail, l'environnement... Il doit avoir les moyens de mener des recherches sur l'origine des maladies et être en lien étroit avec différents organismes, notamment les institutions sociales, culturelles, éducatives. De nombreux acteurs sont concernés et devraient être ainsi partie intégrante du système de santé : l'éducation nationale, les institutions représentatives des travailleurEs et des sans-emplois, les associations diverses...

Dans le cadre d'une crise pandémique, un système réellement démocratique qui associe tous les professionnelEs de santé et la population, notamment les plus pauvres et les précaires, aurait sans doute permis de limiter ou de contenir la contamination, à condition d'avoir à sa disposition, dès l'apparition de la maladie, tous les moyens nécessaires, matériels et humains, qui manquent cruellement dans les hôpitaux, dans le secteur social... Ce n'est pas le bénévolat qui résoudra la crise sanitaire, la mesure urgente est l'embauche massive et la formation : 120 000 pour l'hôpital public, 25 000 pour la santé communautaire.

S. Bernard

SANS-PAPIERS Le 30 mai, reprenons la rue

Qu'il s'agisse du confinement ou du déconfinement, il y a de nombreux exemples qui montrent que l'urgence sanitaire et la protection des populations ne sont pas l'impératif majeur du pouvoir. D'où, pour dire le moins, ses conséquences et attermolements. Parmi ces exemples, la situation des sans-papiers et migrantEs est sans doute à la fois la plus tragique, la plus scandaleuse et la plus parlante.

C'est sans doute la raison pour laquelle de nombreux appels, tribunes et pétitions, plus ou moins conséquents, ont été lancés pour une régularisation des sans-papiers. Parmi ces appels, celui lancé par la Marche des solidarités¹, soutenu par plus de 180 collectifs, associations, syndicats et organisations politiques, se distingue sur au moins un point. Il appelle à des mobilisations de rue le 30 mai prochain dans toute la France.

#restezchezvous ?

Il faut être clair. Pour l'essentiel des sans-papierEs et par extension pour les résidents des foyers de travailleurs immigrés, #restezchezvous est soit impossible soit synonyme d'exposition et de propagation du virus. Dans les centres de rétention administrative (CRA) comme dans les prisons où le confinement est, par définition, la norme, virus ou pas, la concentration en lieu clos, dans des conditions sanitaires totalement dégradées, rend la situation dramatique. Elle transforme les CRA en foyers de propagation du virus. La fermeture des



PHOTOTHÈQUE ROUGE / DAMIEN VERGNE

CRA, exigence de justice, devrait être aussi une urgence sanitaire. Dans les foyers où cohabitent résidents « officiels » et sans-papiers, la sur-occupation des chambres, fruit du maintien des sans-papiers en situation illégale, crée une situation sanitaire explosive, fruit de tensions entre les résidents. À cela s'ajoute la détresse des sans-papierEs totalement privés de ressources, certains acceptant les conditions de travail les moins sûres pour subvenir à leurs besoins essentiels et à ceux de leurs proches et amenant ainsi au foyer les risques pris à l'extérieur.

Celles et ceux qui ne trouvent pas de travail et les migrantEs à la rue dépendent de la solidarité de réseaux par ailleurs entravés voire réprimés par la police. Ces conditions dramatiques ne prendront pas fin avec le processus prévu de déconfinement alors que le virus continuera de circuler. Pire, la situation des sans-papierEs risque d'être à nouveau invisibilisée par une apparence de retour à la normale. Voire aggravée par les conséquences de la crise économique qui peuvent rapidement donner au #restezchezvous toutes ses potentialités racistes.

Manifester ?

C'est ce qui a conduit la Marche des solidarités, à la demande de collectifs de sans-papiers, à conclure son appel par la perspective d'une journée de manifestations le samedi 30 mai prochain. Comme l'explique le porte-parole de la Coordination parisienne des sans-papiers, Anzoumane Sissoko, « les tribunes, les pétitions et les manifestations au balcon c'est bien et tant mieux qu'il y en ait, mais nous savons de notre expérience qu'il faut que les sans-papiers sortent et avec de nombreux soutiens pour obtenir quelque chose ».

Nous savons que le pouvoir cherchera par tous les moyens à faire obstacle à ces manifestations. Pour des raisons de domination et d'exploitation. Et qu'il utilisera pour cela des prétextes sanitaires. Ce ne sont pourtant pas ces arguments fallacieux et hypocrites qui mènent la Marche des solidarités à envisager des moyens de manifester assurant toutes les précautions sanitaires. C'est la cohérence qu'il y a entre nos revendications politiques et les préoccupations sanitaires. Parce que les deux ont la même source : la défense de la vie et d'une société juste et égale pour toutes et tous.

Denis Godard

1 – <https://blogs.mediapart.fr/marche-des-solidarites/blog/280420/foyers-cra-sans-papiers-des-mesures-immediates-contre-la-bombe-sanitaire>

AUTOMOBILE Un tribunal ordonne une nouvelle fermeture de l'usine Renault à Sandouville

L'usine Renault de Sandouville a dû, à nouveau, fermer ses portes. Ainsi en a décidé le tribunal judiciaire du Havre dans une ordonnance de référé, rendue jeudi 7 mai.



DR

de l'ensemble des éléments nécessaires ce qui n'a pas été le cas en l'espèce, raison pour laquelle le juge des référés a annulé la réunion du CSE et suspendu le projet de reprise d'activité. Le juge des référés impose aussi la consultation préalable du CSE sur les équipements de protection individuelle, la formation des salariéEs. Par ailleurs, l'ordonnance impose, concernant les interventions des sous-traitants sur le site, de modifier tous les plans de prévention après la réalisation d'inspection

préalable commune en présence des représentants du personnel. Cette décision doit constituer un point d'appui important pour toutes les équipes syndicales CGT de milliers d'usines ou

d'entreprises où l'activité reprend sans consulter correctement les représentants du personnel et sans prendre toutes les mesures de prévention nécessaire. Elle démontre une nouvelle fois l'utilité de saisir directement les juges des référés dans une période où l'inspection du travail reste muselée par Mme Pénicaud et où le protocole national de déconfinement du ministère du Travail est complètement muet sur les obligations de l'employeur de consulter les représentantEs du personnel.

Blog NPA auto-critique

AGROALIMENTAIRE La Bretagne, Far West agricole ?

Le secteur de l'agroalimentaire est devenu une machine à produire des profits. Le système est rodé : méthodes de gestion opaques, conditions de travail défectueuses, pratiques polluantes, élus et administrations connivents. Malheur à qui voudrait aller y voir de plus près... Ainsi, en Bretagne, une journaliste, Inès Léraud, est à nouveau poursuivie en justice.

En 2018, les reportages d'Inès Léraud sur l'intoxication par les pesticides dont sont victimes les salariéEs de Trikalia, plus

gros coopérative agricole bretonne, ont révélé « les pratiques courantes, illégales, souvent dangereuses mises en œuvre par certains acteurs du secteur agroalimentaire, pratiques couvertes par les administrations et les éluEs »¹ d'après la pétition lancée par un collectif. Défendons la liberté d'informer sur le secteur agroalimentaire. Les 30 premiers signataires sont des personnalités de la presse, de la recherche, de la cuisine, politiques, syndicales. La bande dessinée d'Inès Léraud sur les algues vertes en Bretagne² n'a pu être traduite en breton, une maison d'édition régionale s'est rétractée, par peur de perdre les subventions du Conseil régional.

Intimidation, plaintes

Christian Buson, personnage influant dans l'agroalimentaire breton, président de l'Institut technique et scientifique de l'environnement (ISTE),

fondé entre autres par les entreprises Lactalis, Daucy et Doux, et surtout connu pour propager des thèses sur les marées vertes favorables au secteur agroalimentaire, dénigre régulièrement Inès Léraud. En 2019, il a retiré sa plainte en diffamation contre la journaliste, quelques jours avant le procès. Plainte pour l'intimider ?

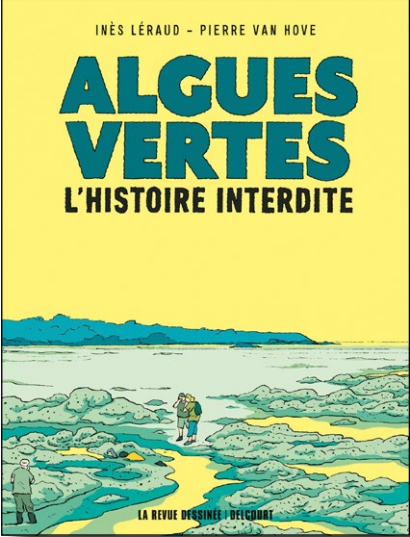
Procès

Autre personnage dans le collimateur, Jean Chéritel, PDG du groupe Chéritel, grossiste en fruits et légumes. Il a porté plainte contre Inès Léraud, après son enquête « Travail dissimulé, fraude sur les étiquettes : les multiples abus d'un groupe agro-industriel breton » diffusée sur Bastamag en 2019³. Ce même

Chéritel, habitué à attaquer la presse en justice, avait gagné un procès en 2015 contre le *Télégramme de Brest* qui avait publié un article sur l'emploi illégal de travailleurs bulgares. Mais en 2018, les faits sont reconnus et il est condamné à une amende et à de la prison avec sursis. Procéder à la justice, il a fait appel. Depuis, la presse bretonne ne publie plus rien contre ces agro-industriels si puissants.

Al Capone en Bretagne ?

En 2017, après six mois d'enquête, Inès Léraud dénonce les fraudes massives de Chéritel sur les tomates, et ses méthodes qui tuent les critiques. À noter que son entreprise de 120 salariéEs n'a aucun syndicat. Là encore, Chéritel sera



condamné. C'est cette même société qui aujourd'hui vient d'intenter une nouvelle procédure contre Inès Léraud. Rendez-vous au TGI de Paris les 20 et 21 janvier 2021. Le NPA y sera pour soutenir la liberté de la presse et Inès Léraud.

Commission nationale écologie

1 – https://www.liberation.fr/debats/2020/05/08/defendons-la-liberte-d-informer-sur-le-secteur-agro-alimentaire_1787668
2 – Inès Léraud et Pierre Van Hove, *Algues vertes, l'histoire interdite*, La Revue dessinée, Delcourt 2019 (19,99 euros).
3 – <https://portail.bastamag.net/Travail-dissimule-fraude-sur-les-etiquettes-les-multiples-abus-d-un-groupe-agro>
Contact du comité de soutien à Inès Léraud :
comitedesoutien-inesleraud@laposte.net

AMAZON La direction joue la montre

Après sa condamnation, qui a résonné comme un coup de tonnerre, par le tribunal judiciaire le 14 avril dernier, confirmée par la cour d'appel le 24 avril, Amazon continue ses manœuvres pour l'esquiver, à commencer par l'annonce le 7 mai de se pourvoir en cassation (cf. l'Anticapitaliste n°521).

Amazon a d'abord fermé ses six entrepôts français, le 16 avril, au motif que l'entreprise risquait une astreinte record en cas de livraison de produits jugés non essentiels par le tribunal, et ce alors même qu'elle communiquait depuis plusieurs semaines sur le fait d'avoir priorisé ceux essentiels en temps de confinement (alimentaire, hygiène et médical). Même si la cour d'appel a élargi la liste des produits à la bureautique par exemple, lui permettant désormais d'écouter 50% de son catalogue, elle prolonge, jusqu'au 13 mai inclus, sa fermeture, tout en poursuivant ses livraisons, en mode dégradé, depuis ses plateformes européennes frontalières et en recourant aussi aux services de La Poste. On l'a compris : sa priorité n'est pas la sécurité de son personnel comme elle le prétend en s'achetant de pleines pages de publicité dans la presse, c'est bien de tourner plus que jamais pour amasser des profits records dans la période !

Vers une reprise tendue

Les syndicats sont eux satisfaits d'avoir mis durablement à l'abri du virus 11 000 salariéEs (et leurs proches), qui se voient maintenir dans l'intervalle leur salaire, primes incluses, à 100% par l'entreprise elle-même. Ça n'aura pas empêché cette dernière, sans doute pour se victimiser davantage, de demander le chômage partiel que le gouvernement a annoncé lui avoir refusé le 4 mai dernier, dans la mesure où il ne s'appliquait pas suite à une décision de justice.

Malgré ce nouveau revers, la direction reste arrogante et a débuté pour la forme la procédure d'information-consultation des CSE, préalable à la reprise d'activité, cochant les jours sur le calendrier, comme le gouvernement qui a, par décret, raccourci drastiquement les délais de la dite procédure en vue du déconfinement et de la reprise du travail ce lundi.

Amazon court pourtant le risque, en voulant relancer son activité comme si de rien n'était hormis quelques mesures de sécurité supplémentaires telles l'installation de caméras thermiques, de voir l'épidémie repartir en son sein... et donc la contestation. Elle devrait plutôt méditer la portée du jugement qui a gelé la réouverture de l'usine Renault de Sandouville et même la position de sa maison-mère américaine, qui compte réinvestir les profits dans la sécurité de son personnel alors qu'on déplore déjà plusieurs morts dans les entrepôts outre-Atlantique, là où les dirigeantEs français continuent à être dans le déni et manifestement guidés par leur amour-propre.

LD



JÉRÉMY-GÜNTHER-HEINZ JÄHNICK / WIKIMEDIA COMMONS

«Reprise»**Les absurdités libérales et le cynisme ont déjà bien redémarré**

Le gouvernement n'aura jamais été aussi préoccupé par la défense des emplois. Le ministre Le Maire a dit regretter la « mauvaise décision » du tribunal condamnant Renault à maintenir la production à l'arrêt, l'obligeant à mettre en place de nouvelles conditions de redémarrage. Peu lui importe si c'est pour faire respecter les droits des travailleurEs (consultation et santé).

Partout, cela semble la philosophie du moment. Il faut assurer la reprise de l'activité et éviter tout ce qui peut l'entraver. Au nom de l'emploi bien sûr. Tant pis si tout n'est pas au top, questions organisation et protection : et pour la présence de masques, gel, distanciation physique sur les postes de travail, faut pas non plus regarder de trop près. On a bien compris : c'est l'activité d'abord.

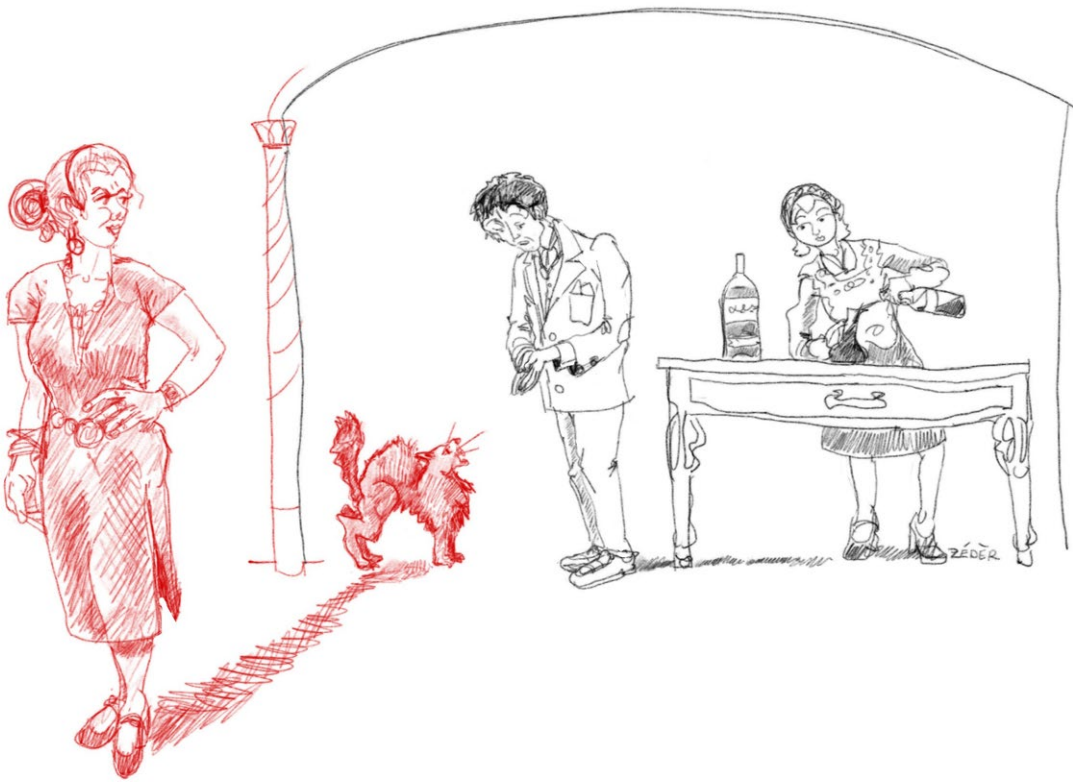
Les mêmes vieilles recettes antisociales

On aurait presque apprécié que ce gouvernement soit autant obsédé par le maintien de l'activité et des emplois quand, par exemple, Ford voulait fermer son usine ou quand le tribunal de Bordeaux a permis la liquidation de l'activité en refusant de vérifier l'absence de motif économique légal, ou encore quand l'inspection du travail a fini par donner l'autorisation administrative des licenciements pourtant injustifiés. Dommage qu'à ce moment-là, la question prioritaire n'ait pas été le maintien de l'activité et la réouverture à tout prix. Mais ça c'était hier. Aujourd'hui il y a urgence à relancer l'activité partout. Pas de « pleumicheries », pas de « défaitisme » qui tiennent, il faut y aller franchement. Le gros patronat met la pression évidemment car derrière le mot « activité » il y a surtout les mots « machine à faire du profit ». Ce qui décale le problème et ce qui surtout permet de comprendre leur précipitation et les conditions précaires dans lesquelles ces gens-là sont prêts à faire reprendre, à nous faire reprendre. Car en plus des inquiétudes sur notre protection et notre santé, il y a les conditions sociales qui sont parties pour se dégrader encore un peu plus. Eh oui, l'ancien monde n'est pas parti et il pourrait revenir plus fort. Il est d'ailleurs impressionnant de voir avec quelle légèreté ou grossièreté le pouvoir politique et le patronat commencent à mettre au point leur plan de reprise. Certains restent mesurés ou prudents pendant que d'autres préparent le terrain. On a entendu des déclarations venant notamment d'instituts qui n'ont en réalité aucune autorité ou compétence à part celle d'être ultralibéraux. Et ils ne se gênent pas : pour rattraper le retard, pour sauver l'économie, il serait donc nécessaire de revoir le temps de travail (à la hausse), de grignoter quelques jours fériés. Voilà donc exactement les mêmes recettes antisociales qui sont imposées depuis des décennies que les dominants osent sans complexe nous resservir maintenant.

Cynisme et mépris

La crise sanitaire, comme à chaque fois que frappe une crise, leur sert d'opportunité pour aller toujours plus loin dans la remise en cause des droits et des acquis de celles et ceux qui bossent vraiment. Il ne s'agit même pas de produire plus et mieux, de chercher à produire pour répondre aux besoins sociaux du moment. Non c'est juste un objectif d'augmenter la productivité, de presser plus celles et ceux qui auront un boulot. C'est édifant de voir à quel point ces gens-là ne s'arrêtent jamais. Le système ne peut tolérer de faire une pause, quelle qu'en soit la raison. Les libéraux n'ont plus de retenue et, au travers des médias, leurs absurdités sont prises au sérieux, sans réflexion, sans contradiction. « Et si on enlevait un jour de repos, seriez-vous d'accord pour faire un sacrifice supplémentaire et sauver votre emploi ? » : voilà donc une question sensée ? Il faut une bonne dose de cynisme et de mépris pour continuer dans un sens qui a fait la démonstration de sa capacité à tout détruire. Faut espérer que la bêtise sans limite des fous du profit puisse faire comprendre que rien ne changera tant qu'il n'y aura pas de coup d'arrêt imposé par en bas.

Philippe Poutou

ÉPISODE 6**Le chat et le tricheur**

– Reprenons. Vous convenez donc que vous avez eu des relations avec Hélène Kalinsky tout comme François Vernant avant vous. On peut donc considérer que vous étiez rivaux. Damien soupira.

– Vous êtes lourd. Vous ne pensez pas qu'il est possible d'accepter ce genre de situation sans avoir des envies de meurtre ? À la limite, si on suit votre raisonnement, c'est plutôt François qui aurait dû m'assassiner, non ? Les deux flics échangèrent un regard dont Damien eut du mal à interpréter le sens.

– Le problème, c'est que, selon les déclarations de certains de vos amis, Hélène Kalinsky continuait à s'intéresser à François Vernant.

– On peut savoir d'où viennent ces ragots ?

Le flic au crâne rasé ouvrit une chemise cartonnée et en tira ce qui ressemblait à un rapport ou à un PV d'audition. – Je lis : « Les derniers jours de confinement, François faisait la guele et ne parlait plus à personne. Il passait le plus clair de son temps dans sa chambre et ne descendait que pour venir chercher de quoi manger. Il ne participait plus aux dîners du soir. Ça m'a beaucoup étonné parce qu'il m'était apparu comme un type qui aimait bien bavarder et rigoler. Un bon vivant. L'animal des cours de gym, il jouait aux échecs, il dansait. Et tout d'un coup, enfin pas tout à fait d'un coup, il s'est mis à changer, il s'est refermé sur lui-même. Comme je le trouvais sympa, je me suis inquiété, j'ai essayé de lui demander pourquoi il se conduisait de cette façon. Il ne m'a pas envoyé balader mais presque. Il a marmonné dans sa barbe quelques mots que je n'ai pas compris. Je parle de sa barbe pour de bon, car il ne se rasait plus. Mais, il n'était pas le seul. » Le flic interrompit sa lecture pour dévisager Damien.

– Vous avez bien dû remarquer ce comportement, non ? – Évidemment, mais ça n'aurait pas été une raison de le tuer, ricana le jeune homme. D'ailleurs, sur la fin, il n'était pas le seul, non seulement qui ne rasait plus, mais à avoir un comportement un peu bizarre. Deux mois sans sortir, les uns sur les autres...

Il ne termina pas sa phrase, conscient qu'il était en train d'alimenter les soupçons du flic.

– Eh oui, fit celui-ci. Ça finit par vous taper sur le système. Mais j'en arrive au passage le plus intéressant : « Un certain nombre d'entre nous ont aussi essayé de savoir ce qu'il avait. Mais il ne parlait plus à personne et on ne voulait pas non plus le harceler. Je me souviens d'en avoir discuté avec Monique. L'idée nous est venue qu'il avait reçu de mauvaises nouvelles. Nous avions supprimé tous les écrans, mais toléré un créneau d'une demi-heure tous les soirs, entre dix-neuf heures et dix-neuf heures trente, pour permettre à chacun d'avoir des nouvelles de sa famille et d'en donner. Ça n'avait pas fait l'unanimité, mais ça avait été voté à la majorité. Claire, qui était aussi chargée de diriger l'Intendance, conservait la clé du tiroir où étaient rangés les portables. Peut-être que certains en avaient un deuxième qu'ils utilisaient en douce ou que Claire elle-même profitait de sa situation pour téléphoner ou envoyer des textos plus souvent, mais je n'ai rien remarqué. Donc, nous avons pensé que l'un des proches de François avait pu l'être atteint par le virus voire avait succombé à la maladie. Mais, une autre de nos règles était de ne jamais parler de l'épidémie. On ne lui a pas posé la question. »

Le flic leva un doigt à la manière d'un maître d'école. – Écoutez bien ce passage. « Il n'y a qu'une personne qui avait gardé le contact avec lui : Hélène Kalinsky. Elle montait parfois le voir dans sa chambre, elle lui apportait à manger. » J'en déduis que toute relation n'était pas terminée entre François Vernant et Hélène Kaminsky.

Damien haussa les épaules. – Hélène avait de la sympathie pour lui. Elle n'était d'ailleurs pas la seule à s'inquiéter de son comportement. – Et ça ne vous rendait pas jaloux ? – Je ne suis pas d'un naturel jaloux, d'une part. D'autre part, à ma connaissance, je n'avais pas de raison de l'être. Ça vous surprend qu'on puisse s'intéresser à quelqu'un qui traverse une période difficile sans coucher avec lui ?

Il faillit sortir au flic que ça dépassait sans doute le cadre de son système de pensée, mais se retint.

Le flic rangea son PV dans la chemise et croisa les doigts.

– Nous y reviendrons. Racontez moi encore vos histoires du dîner. Je ne m'en lasse pas.

*

Retour au confinement

Quand Lucien apparut avec deux bouteilles, il fut accueilli par des acclamations. À ce rythme, la cave de Bob Sutherland risquait d'être bien entamée à la fin du confinement. Damien songea qu'il lui faudrait la renouveler. Ça allait lui coûter cher, mais il ne voulait pas gâcher le plaisir de ses amis. – Laissez-moi goûter et deviner, proposa Paul, le relieur. Il s'était déjà livré à ce jeu à plusieurs reprises.

Lucien lui demanda de se retourner avant de remplir son verre à demi, puis cacha les bouteilles sous la table.

Paul prit un air inspiré, porta le verre à la hauteur de ses yeux.

– Une belle robe.

Il fit couler un peu de nectar dans sa gorge, claqua la langue en fermant les yeux.

– Je dirais que c'est encore un Bordeaux. Sans doute un Saint-Estèphe de quatre-vingt onze ou quatre-vingt-treize.

Des applaudissements saluèrent cette expertise. Ils redoublèrent quand Monique apporta le rôti qu'ils s'étaient fait livrer.

À l'issue de ces agapes, Lucien se leva, sans attendre qu'ils aient quitté la table.

– À mon tour de vous raconter une histoire. Comme je n'ai pas le talent et l'imagination d'Hélène, je vous dois vous prévenir que je ne l'ai pas inventée. Je vous dirai à la fin de qui je me suis inspiré.

C'est l'histoire d'un pique-assiette. Il n'avait pas un rond, mais savait se tenir en société et se débrouillait pour se faire inviter dans le beau monde. Une sorte de parasite qui vivait ainsi aux crochets des riches. Toujours très élégant, il arrivait à faire illusion. Son nom à particule et ses origines, une famille de nobles ruinés, lui permettaient de disposer des codes indispensables dans ces milieux. Son carnet d'adresses était bien

rempli. Mais la raison pour laquelle on l'invitait ainsi partout, c'est qu'il avait un talent très particulier. C'est la performance de Paul qui m'a fait pensé à ça. Ce type était capable de deviner, non seulement l'origine d'un vin, mais son millésime, son cépage. Il accompagnait toujours son expertise d'un petit speech sur la vigne de la région, son ensoleillement, le terroir, le caractère des vigneron locaux. C'était assez impressionnant. Bien souvent, il n'était même pas nécessaire de lui cacher les étiquettes car les vins, notamment les Bordeaux, étaient servis en carafe. Ces gens-là étaient plus raffinés que nous. Son talent n'en semblait que plus extraordinaire. Il faisait donc figure d'attraction, on se le disputait. De plus, il était plutôt bel homme et il n'était pas rare qu'il mette une des convives dans son lit la nuit même.

Il y avait néanmoins un point que la plupart des convives ignoraient. Il trichait. Il se débrouillait toujours pour faire un passage discret à la cuisine ou dans la cave. Il obtenait la complicité des domestiques avec un billet et parfois grâce son seul charme quand il avait affaire à des femmes. Donc, il savait à l'avance exactement quels vins allaient être servis. Ensuite, un dictionnaire des vins lui apportait toutes les précisions nécessaires et il brodiait aussi pas mal, personne n'était en mesure de le contredire. À l'époque, il n'y avait pas Internet où il lui aurait suffi de taper le nom du pinard sur Google.

Cette histoire devait pourtant se terminer assez mal. Un jour qu'il visitait discrètement les cuisines d'un immense appartement de l'avenue Foch, avec la complicité d'une jeune servante, il eut le malheur de marcher sur la queue d'un chat. Le félin poussa un glapissement aigu qui alerta la maîtresse de maison. Celle-ci accourut pour voir ce qui arrivait à son animal favori, une sorte d'angora adipeux.

Quand elle aperçut notre lascar, qui se confondait en excuses auprès du chat, elle devina immédiatement la supercherie. Pourtant, fine mouche, elle fit demi-tour sans se faire voir. Quand notre pique-assiette fut prié d'exécuter son petit numéro, ce fut le bide complet. La maîtresse de maison avait eu la cruauté de changer tous les vins. Le pauvre type se ridiculisa donc en se plantant sur toute la ligne. De héros de la soirée, il en devint la risée. Le maître des lieux dénonça l'amaque devant tous ses invités, à la grande joie de toutes ces bourgeoises et tous ces bourgeois qui se gaussèrent du malheureux pique-assiette. Après l'avoir moqué, ils le jetèrent dehors comme un malpropre, en lui signifiant qu'à une autre époque, ils l'auraient rossé à coups de canne comme un manant indécrot.

Voilà, comme je vous l'ai dit, je n'ai pas inventé cette histoire. C'est le thème d'une nouvelle de Maupassant qui m'a marqué. Elle est cruelle comme pas mal de ses nouvelles et romans. Je l'ai lue il y a très longtemps et je l'ai donc certainement déformée. Mon récit n'est pas aussi bon que l'original. Ah, j'oubliais, j'y ai ajouté le chat pour respecter notre obligation.

Dans la nouvelle de Maupassant, je ne me souviens plus comment le type se fait prendre.

– C'est pour moi que tu as raconté ça ? Tous se tournèrent vers Paul qui était très pâle.

– Oui, tu m'accuses d'avoir triché ? Gérard Deltell

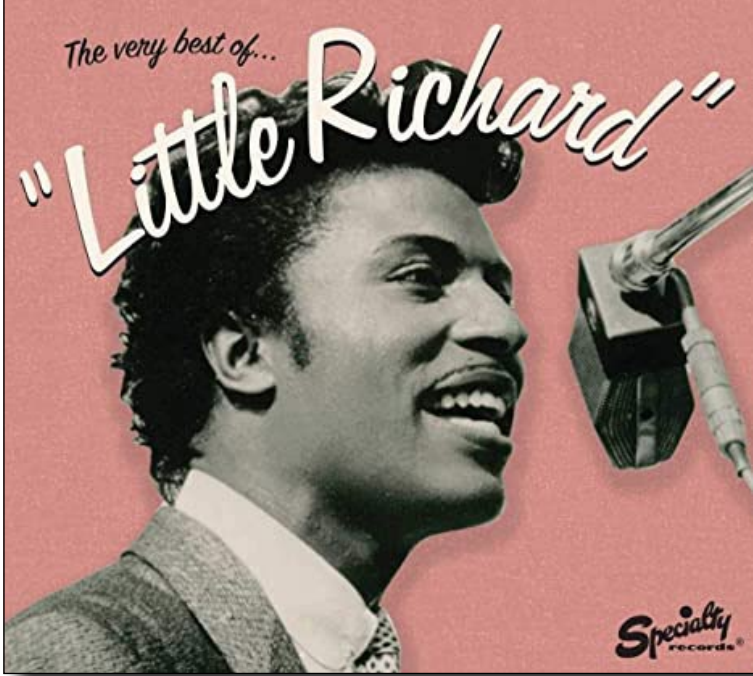
Disparition**Little Richard est mort, son rock est toujours aussi vivant !**

Le rock, qui est devenu une musique « blanche » à la fin des années 1950, a eu deux pères fondateurs noirs : Chuck Berry et Little Richard.

Le jeune John Lennon admirait surtout Chuck Berry tandis que Paul McCartney était fan de Little Richard. Chuck est mort en mars 2017 et Little Richard, de son vrai nom Richard Wayne Penniman, s'est éteint ce 9 mai 2020 d'un cancer à Nashville (Tennessee) à l'âge de 87 ans. Ce n'est certes pas la fin du rock'n'roll car cette musique, née à la fin des années cinquante, n'a jamais été aussi populaire sous ses multiples variantes. Preuve s'il en faut qu'il s'agit bien d'une musique vivante et actuelle.

La légende de Little Richard

Né à Macon, en Géorgie, Little Richard est issu d'une famille nombreuse. Il est le troisième d'une famille qui comptera 12 enfants. Son père est un dévot qui ne l'encourage pas à pratiquer la musique et voit d'un mauvais œil les penchants homosexuels de son fils. Rejeté par les siens, le petit Richard quitte le domicile familial à l'âge de 13 ans et est recueilli par des voisins moins stricts. Il peut alors commencer son apprentissage musical au sein de plusieurs formations de rhythm'n'blues. En 1950 (il a 18 ans), il rencontre le chanteur Billy Wright dit « le prince du blues » dont il s'inspira beaucoup pour son apparence physique. Le parrainage de Wright lui permet de signer un contrat avec RCA Records



en 1951. La légende peut commencer. Il perfectionne sa pratique du piano avec une rythmique marquée par le boogie-woogie. Il crée son propre groupe « The Upsetters » et gagne en réputation scénique car il joue du piano debout, se démène comme un diable, grimpe sur son piano, se déshabille et hurle ses chansons. Un exploit dans la très puritaine et anticommuniste Amérique. Elvis le suivit dans cette voie très rapidement.

La vraie histoire du morceau « Tutti Frutti »

La réputation de Richard est arrivée jusqu'à Los Angeles. En septembre 1955, Specialty Records, qui a déjà recruté Fats Domino, lui propose un enregistrement original. Richard a une chanson toute prête avec Tutti Frutti. Le morceau commence par

une suite d'onomatopées « A wop/ Bop a loo bop/Alop/Bam bom » mais poursuit avec « Tutti Frutti, good booty/if it don't fit, don't force it ». Ce qui peut donner en français « Tutti Frutti, chouette popotin, si ça n'entre pas, ne force pas » et « Tutti Frutti » signifie homosexuel en argot. La parolière du studio changera vite « good booty » en « Aw rooty » et mentionnera une fille (Sue) qui sait y faire. Ce n'est pas très « féministe » mais la morale est sauve. Le succès est immédiat et ravageur. Suivront les hits : Long Tall Sally, Rip it up, Lucille, Good Golly, Miss Molly ou Whole Lotta Shakin'Goin'On. Une école est créée, elle sera tout de suite mixte (noirs/blancs) avec des pointures comme Chuck Berry, Jerry Lee Lewis, Bo Diddley, Carl Perkins et la star des stars Elvis Presley.

L'aura de Little Richard

Après quatre années de succès stratosphériques, Little Richard remet en cause les paillettes et son homosexualité condamnée par l'église. Il se tourne vers la religion, engendrant le désespoir de tous ses fans et se marie même. Il n'enregistre plus que des gospels jusqu'en 1962, année où les Beatles le décident à revenir au rock pour les accompagner en tournée. Ce qu'il fait bien volontiers. Deux ans plus tard, ce seront les Stones qui gagneront son cœur. Il se rend bien compte qu'il faut qu'il reprenne en main sa musique et décide fin 1964 de renforcer son groupe avec un super guitariste : Maurice James (futur Jimi Hendrix). Cela ne durera que six mois car le public se partageait entre la « vieille » idole et la nouvelle. En tout cas Jimi Hendrix était né à la meilleure école qui puisse être. Les admirateurs de Little Richard sont innombrables et de styles très différents : Mick Jagger, Elton John, David Bowie, Jimmy Page (guitariste de Led Zeppelin) et tant d'autres. N'oublions qu'Eddy Mitchell et Johnny Hallyday étaient des admirateurs « made in France » et qu'ils enregistrèrent avec Little Richard le *Somehtin'Else* d'Eddy Cochran en 2006.

Little Richard eut sa statue au Rock and Roll Hall of Fame dès sa création en 1986 à Cleveland.

Pour se laver les oreilles de la Macronie

Little Richard n'a pas créé de concept album comme ses premiers célèbres admirateurs les Beatles et donc mieux vaut se retourner vers son *Greatest Hits* réenregistré après son retour au rock en 1964. Son meilleur élève reste pour l'éternité Jimi Hendrix. On ne peut que conseiller tous les opus du « Guitarr Hero ». La préférence ira cependant à *Electric Ladyland* où Jimi avait jugé bon de s'adjoindre pianiste et organisateur comme son maestro Little Richard.

Sylvain Chardon

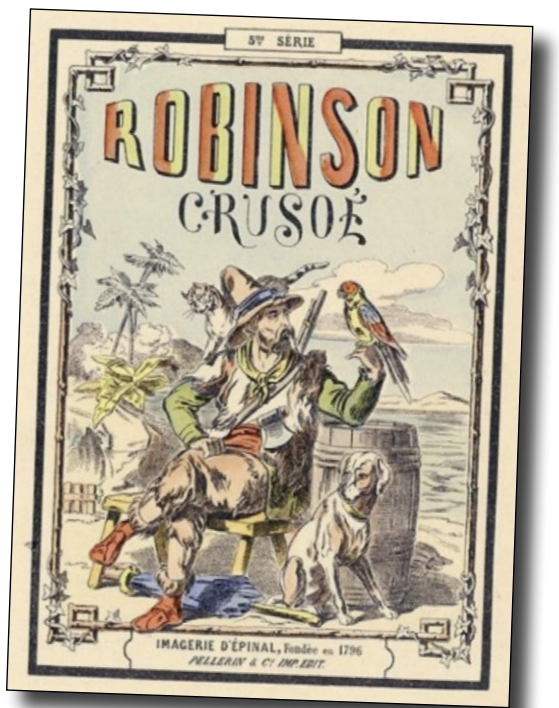
1 – *Greatest Hits* chez UK Fontana,

2 – *Electric Ladyland* chez Sony Music.

Parabole**Macron, Robinson, le naufrage, le fromage et les fusils**

Retour sur les bons conseils du président Macron, expert en naufrage.

Emmanuel Macron, à l'occasion de son intervention du 6 mai sur la situation du secteur de la culture, a voulu adopter la posture « J'ai de la culture, donc vous voyez, ça m'importe ». C'est ainsi que, désireux de montrer l'étendue de son savoir livresque, le président de la République s'est référé aux aventures de *Robinson Crusoe* pour expliquer que, dans une situation de crise, il faut faire dans le « concret », le « pragmatique », aller à l'essentiel avec ce que l'on a à portée de main. D'où le déjà culte : « Robinson quand le naufrage est là, il prend d'abord du jambon et du fromage ! »

**«Deux très bons fusils de chasse et deux pistolets»**

Les lecteurs et lectrices de *Robinson Crusoe* n'ont sans doute pas manqué d'être étonnés par cette référence. Il est certes vrai que, dans le roman de Daniel Defoe narrant le naufrage et la vie solitaire de Robinson, on trouve quelque chose qui ressemble à ce qu'a dit Macron : « Ayant bien songé à ce dont j'avais le plus besoin, je priai premièrement trois coffres de matelots, que j'avais forcés et vidés, et je les descendis sur mon radeau. Le premier je le remplis de provisions, savoir : du pain, du riz, trois fromages de Hollande, cinq pièces de viande de chèvre séchée, dont l'équipage faisait sa principale nourriture, et un petit reste de blé d'Europe mis à part pour quelques poules que nous avions embarquées et qui avaient été tuées. » Si l'on considère que la viande de chèvre séchée est une sorte de jambon, et que l'on s'abstient de relever le fait que, pour une fois, Macron n'a pas pensé au blé, on peut estimer que la référence est à peu près correcte.

Mais, étrangement, Macron (ou la personne qui lui a fait sa fiche) semble avoir oublié la suite du roman : « Je pensai ensuite aux munitions et aux armes ; il y avait dans la grande chambre deux très bons fusils de chasse et deux pistolets ; je les mis d'abord en réserve avec quelques poires à poudre, un petit sac de menu plomb et deux vieilles épées rouillées. Je savais qu'il existait à bord trois barils de poudre mais j'ignorais où notre canonnière les avait rangés ; enfin je les trouvai après une longue perquisition. Il y en avait un qui avait été mouillé ; les deux autres étaient secs et en bon état, et je les mis avec les armes sur mon radeau. » Voilà qui donne une tout autre saveur aux bons conseils du président Macron, expert en naufrage.

Julien Salingue

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com – contact@la-breche.com

tout le roman par une « playlist » qui donne envie de tout réécouter après avoir fermé le livre, décidément noir mais dont l'espoir peut resurgir comme celui de voir Mumia Abu-Jamal, cité dans le livre, un jour être libéré après 38 années d'emprisonnement...

Car « Noirs, Blancs, Jaunes. Et putain, c'est bon d'être ensemble. Vivants. Libres. Heureux » nous dit Charlane. Elle fut une jeune Black Panther. **Tomas Delmonte**

MARSEILLE « Ici, la vie des habitants n'a tenu que par le travail des associations »

Entretien. **Sébastien Fournier** est enseignant depuis une vingtaine d'années à l'école élémentaire de La Busserine dans le 14^e arrondissement de Marseille. Il est également responsable du SNUIPP-FSU pour le secteur des 13^e et 14^e. Avec des associations et autres acteurs sociaux, il participe à une action de solidarité avec les populations du quartier, avec des distributions de denrées alimentaires et autres produits de première nécessité.

Peux-tu présenter La Busserine, le quartier où tu travailles ?

La Busserine est une cité des quartiers nord de Marseille, cité HLM très populaire dans un milieu défavorisé. La population y est sédentaire, installée là depuis plusieurs années. Sur l'ensemble Picon-Busserine-Le Mail se trouvent trois groupes scolaires et deux collèges. Mais l'histoire de cette cité est aussi l'histoire d'un tissu associatif qui permet aux habitantEs de tenir. Un centre social actif et militant, un espace culturel et un théâtre. Il faut savoir qu'à Marseille, 50% de la population n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu, ce qui en dit long sur la situation sociale.

Comment et en lien avec qui, s'est construite votre action et en quoi consiste-t-elle ?

Notre action s'inscrit dans un maillage social avec en pointe le quartier de La Belle de Mai dans le 3^e arrondissement. La solidarité s'y est donc exprimée dès le début du confinement. Après une longue lutte contre sa fermeture, la réquisition, par des syndicalistes et militants associatifs, du McDo de Saint-Barthélemy, voisin de La Busserine, a transformé le restaurant en une plateforme d'aide alimentaire avec d'autres associations (Communauté Emmaüs, Banque alimentaire...), qui s'est donné pour but la redistribution. La réalité aujourd'hui, c'est le chômage partiel mais aussi la disparition d'une économie souterraine, et une précarité renforcée pour les sans-papiers, par exemple. Cette pression alimentaire a révélé très vite l'absence totale de l'État. Aucune identification des

besoins n'a été réalisée. L'État a fait le choix du confinement sans rien faire face aux conséquences de celui-ci.

Plus aucun relai sur le terrain n'est aujourd'hui en mesure de savoir ce dont la population a besoin ni de leur acheminer une aide quelconque.

Résultat, ce sont des structures associatives, souvent très opposées aux choix gouvernementaux, qui ont été appelées à l'aide pour faire remonter les besoins.

Il a fallu un mois aux services de l'État pour décider d'une aide supplémentaire de la CAF qui ne sera touchée que le 15 mai, de l'ordre de 150 euros par personne au RSA plus 100 euros par enfant. Ce qui signifie que ceux qui ne sont pas inscrits au RSA et qui n'en sont pas des nantis pour autant, ne toucheront rien.

Côté Ville de Marseille, Gaudin a accordé, fin avril-début mai, une aide de 100 euros aux familles bénéficiant de la gratuité cantine, ce qui représente 200 000 euros pour une ville de près de 900 000 habitantEs ! Rien pour les familles en semi-gratuité, et rien non plus pour celles tombées dans la précarité à cause de la crise.

Côté Métropole Marseille-Aix, 1000 colis vont être distribués par semaine. À La Busserine ce sont en tout et pour tout 300 colis par semaine. On mesure là l'abysse entre ce qu'ont été capables de faire les collectifs militants et ce qu'a fait la Ville.

En bref, tout ne tient que grâce à la mobilisation des habitantEs. Sur la cité, s'est mis en place un groupe Veille sanitaire auquel participaient les associations du quartier, le centre social, les enseignantEs, les théâtres, etc. Cette veille sanitaire a mis sur



DR

un pied une cagnotte, pris contact avec le McDo voisin qui a fourni 30% des besoins, puis a fonctionné par ses propres moyens. On a organisé les recherches de fonds, les courses et la distribution aux habitantEs suite à la remontée des besoins par les structures de la Veille sanitaire. Une fois par semaine a lieu une distribution de denrées alimentaires et de produits d'hygiène à la population, pour un montant de 15 euros.

Quelle a été l'implication de la population ?

La population s'est impliquée par le biais de ses associations : centre social, associations de parents d'élèves, associations sportives, de quartier, club de foot, collectif des musulmanEs. Chaque structure a participé à l'action. Les premiers jours de la semaine a été organisée la quête alimentaire devant des supermarchés, puis la confection des colis le vendredi et la distribution le samedi.

Quelles perspectives à moyen terme, et surtout quelle démonstration concrète que lorsque « ceux d'en bas » s'organisent, ils

peuvent pallier les insuffisances de « ceux d'en haut » ?

Il existait déjà une structure, un cadre de travail collectif du milieu associatif sur Marseille né de l'effondrement des immeubles de la rue d'Aubagne. Le travail s'est poursuivi et amplifié lors de cette crise dans un cadre : « Marseille vivante et populaire ». Le but de la démarche est maintenant : « présenter la facture ».

La vie n'a tenu que sur cette mobilisation « citoyenne ». Ce que nous espérons, c'est que cette maturité politique dont ont fait preuve les habitantEs, se développe.

Une question devra être posée : face aux carences de l'État, tout comme la sécurité sanitaire a tenu par le travail des soignantEs, ici, la vie des habitantEs n'a tenu que par le travail des associations. C'est à la base que s'est construite cette solidarité.

Il nous faut trouver les moyens de se rassembler en vue de ne pas passer simplement à autre chose une fois la crise terminée. Ce qui a été réalisé est une réelle autogestion de la vie des quartiers sur toute la ville.

Pour nous, la crise sanitaire et sociale n'est pas terminée. Quelle alternative pouvons-nous offrir ? Le déconfinement sera dans le cadre libéral, sans tenir aucun compte des impératifs sanitaires, sociaux ou culturels.

On ne peut pas parler du « jour d'après » sans tirer le bilan de la faillite des politiques libérales et surtout sans proposer dans la crise elle-même une alternative à la gestion de la crise par le pouvoir en place.

L'État fait le choix d'une politique plus que contestable et fait retomber la responsabilité en dessous, depuis les maires, jusqu'aux directeurs d'école.

Nous devons imposer d'autres choix et d'autres priorités que celles du gouvernement.

Comment envisage-t-on la rentrée du 11 mai à La Busserine ? [entretien réalisé le 9 mai]

Il n'y aura pas d'ouverture de l'école. Il est évident qu'il faut déconfiner, les populations ne peuvent plus rester enfermées. Mais sans retour immédiat à l'école. Il y a encore trop de risques de propagation du virus. Il n'y a aujourd'hui aucune garantie sur la situation sanitaire, et on sait que les gestes barrières seront impossibles à mettre en place et à respecter avec des enfants. Édouard Philippe a dit qu'un premier bilan sera fait dans trois

semaines. Pourquoi les écoles devraient-elles ouvrir avant ce bilan ?

Déjà, dans le quartier de Malpassé (13^e arrondissement), un risque sanitaire a été pointé par une structure militante associative, et nous n'avons aucune vision claire sur les autres quartiers.

Dans les quartiers défavorisés, on estime que de 0 à 20% seulement des élèves attendus se rendront en classe le 11 mai. Qu'on ne vienne pas nous dire que cette réouverture est faite pour éviter le décrochage des enfants en difficulté.

Lundi 11 mai, nous n'ouvrirons pas l'école.

Propos recueillis par Jean-Marie Battini

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	☐ 6 mois 35 €	☐ 1 an 70 €
Mensuel	☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois 60 €	☐ 1 an 120 €

Jeunes/chômeurs/précaires

☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €
☐ 6 mois 20 €	☐ 1 an 40 €
☐ 6 mois 45 €	☐ 1 an 90 €

Promotion d'essai

Hebdo + 1 Mensuel offert ☐ 3 mois **12 €**

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo	☐ 17,5 € par trimestre	Mensuel	☐ 12,5 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	☐ 30 € par trimestre
-------	---	---------	---	-----------------	---

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	☐ 12,5 € par trimestre	Mensuel	☐ 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	☐ 22,5 € par trimestre
-------	---	---------	---	-----------------	---

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR43ZZ554755

Date :

Signature obligatoire

www.npa2009.org

L'image de la semaine

